



INTRODUCTION

Profil	1
Actionnariat	2
Message du Président du Conseil de surveillance	3
Chiffres clés	4
Message du Président du Directoire	5
Organigramme opérationnel	6
Gouvernement d'entreprise	8
Le contexte économique et financier	12

RAPPORT DE GESTION

L'activité en 2002	16
Structure financière et ratios réglementaires	24
La gestion des risques	26
Le contrôle interne et la déontologie	32
Les ressources	34
Les perspectives pour 2003	37
Éléments juridiques	38

ÉLÉMENTS FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDÉS	
Bilan consolidé	48
Compte de résultat consolidé	49
Hors bilan consolidé	50
Notes annexes aux comptes consolidés	51
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	73
COMPTES SOCIAUX (extraits)	
Bilan social	74
Compte de résultat social	75
Hors bilan social	76
Notes annexes aux comptes sociaux (extraits)	77
Tableau des résultats des 5 derniers exercices	83
Informations complémentaires	84
Tableau de concordance COB	88



56, rue de Lille – 75356 Paris 07 SP

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance,

Établissement de Crédit agréé en tant que société financière, au capital de 457 500 000 euros

RCS : Paris B 340 706 407 – Siège social : 51, rue de Lille – 75007 Paris

À compter du 30 juin 2003, nouvelle adresse :
47, quai d'Austerlitz – 75648 Paris Cedex 13

PROFIL



Établissement de crédit agréé en tant que société financière, CDC IXIS Capital Markets est un opérateur de référence sur les marchés de capitaux français et européens.

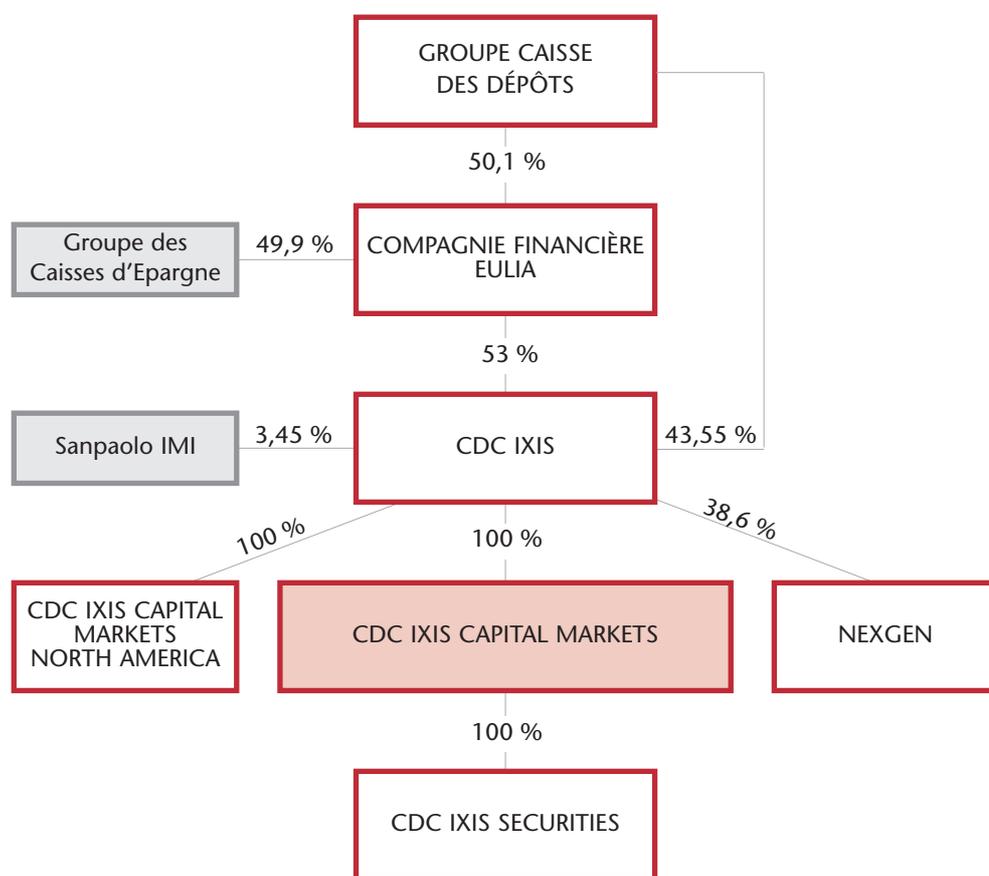
CDC IXIS Capital Markets et sa filiale CDC IXIS Securities (société de bourse) proposent à leurs clients une large gamme de prestations incluant l'intermédiation, le montage et l'ingénierie, ainsi que la recherche.

Pour accompagner sa clientèle sur les marchés mondiaux et élargir la gamme de ses produits, CDC IXIS Capital Markets dispose, outre ses implantations à Paris, de succursales à Francfort, Londres et Tokyo et d'un relais à New York au travers de la société CDC IXIS Capital Markets North America, filiale de CDC IXIS.

CDC IXIS Capital Markets, qui bénéficie à la fois d'une notation AAA/Aaa et d'une taille humaine, est en mesure d'offrir à ses clients sécurité et réactivité.

CDC IXIS Capital Markets est une filiale à 100 % de CDC IXIS, elle-même détenue par la Compagnie Financière EULIA (53 %), la Caisse des dépôts et consignations (43,55 %) et la banque Sanpaolo IMI (3,45 %).

La Compagnie Financière EULIA est le holding commun au Groupe Caisse des dépôts (50,1 %) et au Groupe des Caisses d'Épargne (49,9 %), créé le 31 décembre 2001 dans le cadre de l'alliance entre les deux Groupes. ■





Isabelle Bouillot
Président du Conseil de surveillance

CDC IXIS Capital Markets a dû affronter en 2002 une crise financière intense. Mise à rude épreuve pour la seconde année consécutive, notamment sur ses activités actions, CDC IXIS Capital Markets a fait preuve d'une très forte capacité de résistance. En progression de 15 % par rapport au résultat 2001, 2002 démontre le haut niveau de professionnalisme atteint par les équipes de CDC IXIS Capital Markets.

2002 a été également pour CDC IXIS Capital Markets l'année de l'intégration du pôle finance de la CNCE. Réalisée dans des délais extrêmement courts, cette opération a permis de développer les relations d'affaires avec les Caisses Régionales des Caisses d'Épargne et se traduit dès la première année par une contribution positive au résultat de CDC IXIS Capital Markets.

Le dynamisme de CDC IXIS Capital Markets s'est notamment concrétisé au travers de nouvelles percées commerciales, tout particulièrement dans le domaine des grandes entreprises. Ces avancées, fruit de la créativité des équipes et d'une coopération encore accrue entre les différentes lignes de métiers, répondent aux objectifs majeurs que le Groupe CDC IXIS s'était fixés pour 2002.

La croissance des activités et des résultats s'est faite sans remise en cause de la politique de risque extrêmement sélective observée par CDC IXIS Capital Markets depuis sa création, comme le Conseil de surveillance a pu s'en assurer au cours de ses quatre réunions tenues en 2002.

Isabelle Bouillot
Président du Conseil de surveillance

**« La résistance
de CDC IXIS
Capital Markets
en 2002, fruit
des investissements
passés. »**

Résultats consolidés

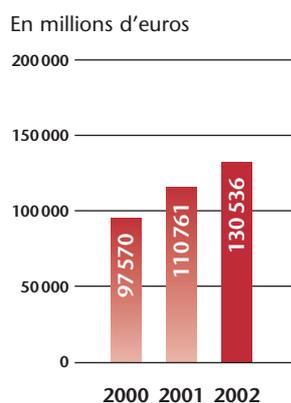
En millions d'euros	2002	2001	2000
Produit net bancaire	500	416	487
Résultat brut d'exploitation	136	83	188
Résultat courant avant impôt	136	93	186
Résultat net consolidé	96	84	111
ROE	16 %	15 %	20 %

Fonds propres consolidés

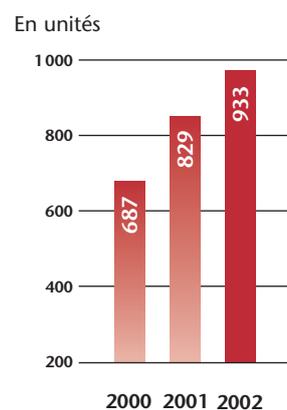
En millions d'euros	31/12 2002	31/12 2001	31/12 2000
Capitaux propres consolidés (1)	635	567	632
Fonds propres réglementaires	1 238	1 049	1 149

(1) part du groupe et hors FRBG

Total de bilan consolidé au 31/12



Effectifs consolidés au 31/12



Notations long terme

Agences de notation	31/12/2002
Standard & Poor's	AAA (1)
Moody's	Aaa
Fitch	AAA

(1) Dans un communiqué de presse du 21 janvier 2003 la Commission européenne a notifié à la France une proposition de mesures utiles visant à mettre un terme selon un calendrier d'évolution progressive, à l'accord de garantie conclu entre la Caisse des dépôts et sa filiale CDC Finance-CDC IXIS.

Le 28 mars 2003 la Commission européenne, le gouvernement français et la Caisse des dépôts ont conclu un accord qui couvre la suppression progressive du système de garantie accordé par la CDC aux contreparties de CDC Finance-CDC IXIS et directement ou indirectement à certaines de ses filiales (dont CDC IXIS Capital Markets). Dans un communiqué de presse daté du même jour, la Commission européenne a indiqué que :

« Conformément à l'accord conclu aujourd'hui, la garantie en faveur de CDC IXIS sera supprimée progressivement. Le calendrier prévoit une période transitoire, qui durera jusqu'au 23 janvier 2007, soit 4 ans après que la Commission a proposé de supprimer la garantie. Au cours de cette période, la garantie pourra rester en place pour les opérations arrivant à échéance avant le 23 janvier 2017. Après le 23 janvier 2007, aucun nouvel instrument bénéficiant de la garantie ne pourra être lancé.

Toutefois, la garantie pourra être maintenue pour tous les engagements inscrits au bilan et hors bilan qui existent au 1er avril 2003, et ce jusqu'à leur date d'échéance. Tous les engagements inscrits au bilan et hors bilan qui auront été contractés au cours de la période de transition, c'est-à-dire jusqu'au 23 janvier 2007, seront couverts par la garantie pour autant qu'ils arrivent à échéance avant le 23 janvier 2017. Les engagements dont l'échéance est postérieure à cette date ne seront plus couverts par la garantie.

Une période transitoire supplémentaire d'un an, qui durera jusqu'au 23 janvier 2004, est prévue pour les engagements hors bilan arrivant à échéance après le 23 janvier 2017. Cela permettra à CDC IXIS de créer une structure spéciale dont elle espère qu'elle obtiendra une note AAA, et qui sera consacrée à cette activité. »

Dans ce contexte, l'agence Standard & Poor's a assorti la notation long terme de CDC IXIS Capital Markets d'une perspective négative, les autres agences ayant confirmé la stabilité des notes.



Anthony Orsatelli
Président du Directoire

Dans un contexte de marchés particulièrement difficile, CDC IXIS Capital Markets a fait preuve d'une capacité de résistance très significative et a su tirer son épingle du jeu. Avec un résultat net consolidé de 96 M€ et un ROE de 16 %, le Groupe a non seulement réussi à remplir ses objectifs, mais est même parvenu à dépasser les réalisations de l'exercice précédent.

Cette performance a été obtenue grâce à une activité soutenue sur les marchés de taux et sur le compte propre, ainsi qu'à une bonne résistance des activités actions dans un marché boursier épouvantable.

L'intégration réussie en janvier 2002 des équipes de marchés de capitaux de la CNCEP et le développement de synergies avec les autres métiers du Groupe CDC IXIS, notamment les métiers Financements et Ingénierie financière, ont contribué au développement et aux résultats de CDC IXIS Capital Markets en 2002.

Un autre élément de satisfaction réside dans le fait que toutes nos implantations internationales ont été bénéficiaires en 2002. Dans le cas de Tokyo, où les conditions ont été encore plus difficiles qu'ailleurs, cela constitue une grande réussite. Francfort se situe en tête comme au cours des exercices précédents, et Londres a su s'affirmer, malgré le poids financier des investissements importants réalisés en 2001 et 2002. Le développement en lignes de métiers mondiales est désormais arrivé à maturité pour les trois succursales de Francfort, Londres et Tokyo.

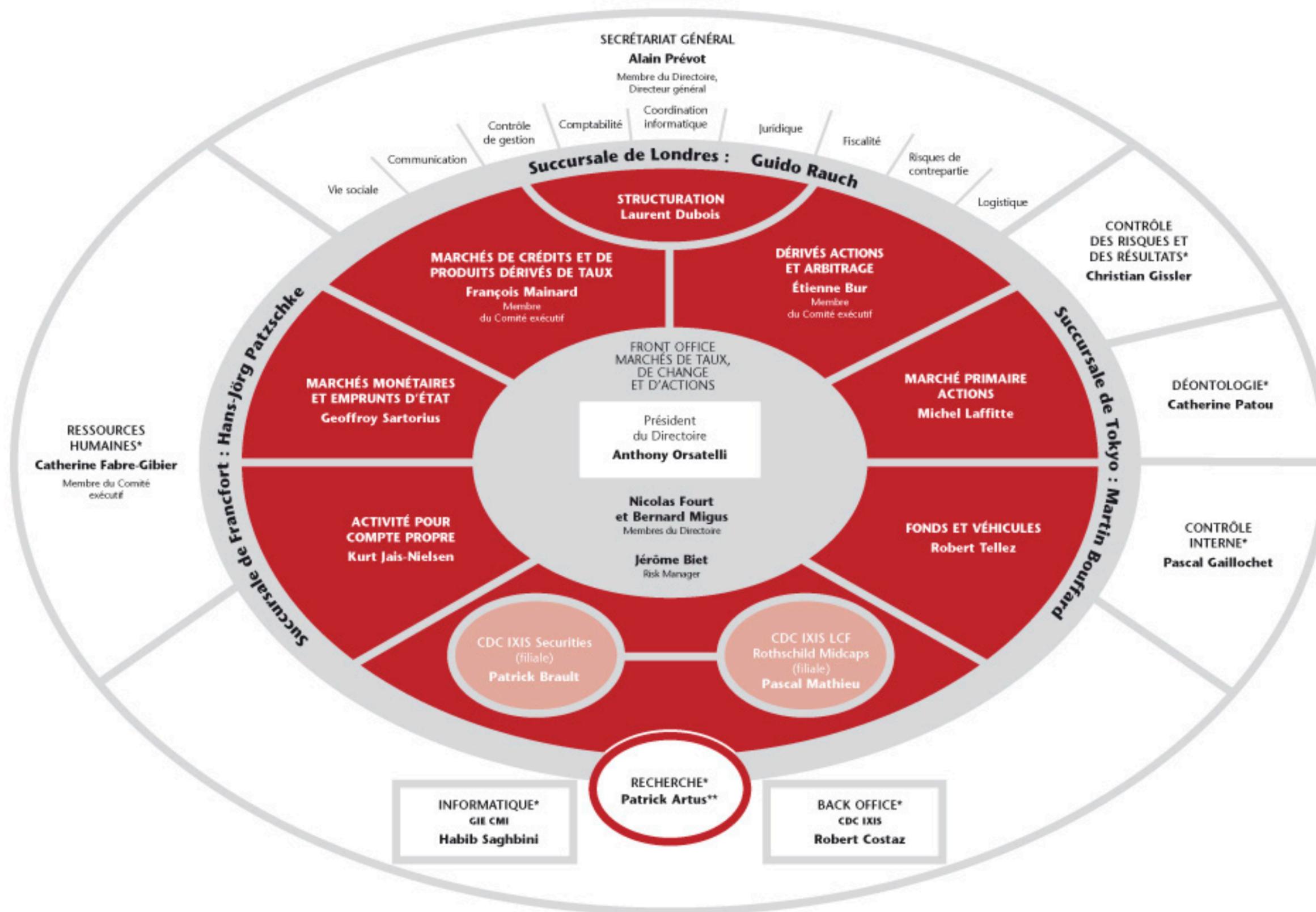
Quant à nos fonctions supports, elles ont réussi à accompagner notre important développement, tant en terme de volume que de complexité.

L'un de nos enjeux majeurs pour 2003 sera de rentabiliser les importants investissements réalisés au cours des deux à trois dernières années, en hommes et en moyens, et notamment en informatique, dans un contexte de marché encore difficile.

CDC IXIS Capital Markets poursuivra en 2003 le développement des services rendus aux Caisses d'Épargne et, fort des opérations réussies ensemble en 2002, s'attachera à renforcer les synergies avec les autres métiers du Groupe CDC IXIS. Enfin, les alliances internationales de CDC IXIS Capital Markets constituent toujours un enjeu de taille, notamment le développement des relations avec le Groupe Sanpaolo IMI.

Anthony Orsatelli
Président du Directoire

« CDC IXIS Capital Markets a su tirer son épingle du jeu. »



* Services directement rattachés au Président du Directoire

** Conseiller permanent du Directoire

Conseil de surveillance

Président

Isabelle Bouillot (nommée le 3 novembre 1998)
Président du Directoire de CDC IXIS

Vice-président

Gérard Barbot (nommé le 3 novembre 1998)
Directeur général de CDC IXIS

Autres membres

CDC IXIS (nommée le 3 novembre 1998)
représentée par **Daniel Lebègue** (démission le 17/02/2003)
*Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations**

Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance
(nommée le 13 octobre 1999)
représentée par **Philippe Wahl**
Directeur général de la CNCEP

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg**,
(nommée le 3 novembre 1998)
représentée par **Raymond Kirsch**
Président de la BCEEL

Nicolas Merindol (nommé le 20 mars 2002)

Antoine Lissowski (nommé le 3 novembre 1998)

Pierre Servant (nommé le 3 novembre 1998)

Le prochain renouvellement des membres du Conseil de surveillance interviendra lors de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2003

Comité des comptes et du contrôle interne

Président

Gérard Barbot

Autres membres

Nicolas Merindol
Pierre Servant

Comité des rémunérations

Président

Raymond Kirsch

Autres membres

Gérard Barbot
Isabelle Bouillot
Daniel Lebègue (démission le 17/02/2003)*

Directoire

Président

Anthony Orsatelli

Directeur général

Alain Prévot

Autres membres

Nicolas Fourt
Bernard Migus

Les quatre membres du Directoire ont été nommés pour la première fois le 3 novembre 1998, leur prochain renouvellement interviendra le 3 novembre 2006.

* Francis Mayer, nouveau Directeur général de la CDC, est dorénavant le représentant permanent de CDC IXIS, et membre du Comité des rémunérations.

** Mandataire social indépendant.

Le Conseil de surveillance et ses Comités Spécialisés

Mission générale du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance veille au bon fonctionnement de la société et des entités qui lui sont rattachées. À ce titre, il exerce un contrôle sur la gestion du Directoire ainsi que sur les comptes établis par ce dernier.

Pour exercer ses missions, le Conseil de surveillance peut décider la création en son sein de comités spécialisés, dont il fixe la composition et les attributions, et qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Chaque année, le Conseil de surveillance doit présenter à l'Assemblée générale ordinaire un rapport contenant ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice écoulé.

Composition et organisation du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance de CDC IXIS Capital Markets comprend huit membres⁽¹⁾, tous propriétaires d'au moins une action émise par la société.

Filiale à 100 % de CDC IXIS, le Conseil de surveillance de CDC IXIS Capital Markets renferme néanmoins parmi ses membres un administrateur indépendant.

La définition de l'administrateur indépendant retenue par CDC IXIS Capital Markets est celle préconisée dans le *rapport Bouton* du 23 septembre 2002, à savoir : toute personne qui n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

Activité du Conseil de surveillance en 2002

Le Conseil de surveillance de CDC IXIS Capital Markets s'est réuni à quatre reprises en 2002 en présence d'au moins un représentant du Comité d'entreprise. Le taux moyen de présence des membres a été de 72 %.

En s'appuyant, le cas échéant, sur les travaux menés par les Comités spécialisés (cf. *infra*), le Conseil de surveillance s'est principalement attaché à vérifier :

- la pertinence des choix stratégiques et des décisions d'investissement du Directoire ; le Conseil a ainsi été tenu régulièrement informé des développements de nouvelles activités et des créations de structures ;
- l'absence de déformation du profil de risques de la société ainsi que l'efficacité des dispositifs de contrôle ;
- l'évolution des résultats au regard des objectifs définis en début d'année ;
- la qualité de l'information financière diffusée par la société, principalement dans le cadre des comptes annuels et semestriels.

Le Conseil de surveillance a de plus examiné de manière spécifique les points suivants :

- renouvellement des membres du Directoire,
- présentation du business plan (2002-2005)
- projet de fusion absorption de CDC IXIS Capital Markets par CDC IXIS.

Enfin, dans le cadre de ses attributions spéciales énumérées par la loi, le Conseil de surveillance a autorisé, au cours de sa séance du 16 octobre 2002, la signature d'une convention réglementée dénommée « contrat de substitution » entre CDC IXIS, CDC IXIS Asset Management et CDC IXIS Capital Markets.

Cette convention a pour objet la substitution de CDC IXIS à CDC IXIS Asset Management comme contrepartie de CDC IXIS Capital Markets dans un contrat de swap d'un montant notionnel décroissant de 1,1 milliard de dollars, d'une durée de 10 ans conclu en 2000.

Des jetons de présence ont été versés aux membres du Conseil de surveillance proportionnellement à leur présence au conseil et au sein des deux comités spécialisés⁽²⁾. Toutefois, en application d'une règle interne, les membres du Conseil de surveillance relevant du Groupe Caisse des dépôts ne perçoivent pas de jetons de présence au titre du mandat exercé dans CDC IXIS Capital Markets.

Opinion du Conseil de surveillance sur l'exercice 2002

Le Conseil de surveillance n'a pas d'observation à formuler sur les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2002, ni sur le rapport de

(1) cf. pages 40 à 44 la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des membres du Conseil de surveillance.

(2) cf. pages 40 à 44.

gestion présenté par le Directoire. Il demande en conséquence aux actionnaires d'approuver les comptes de l'exercice ainsi que les projets de résolutions présentés par le Directoire.

Le Conseil de surveillance tient à remercier l'ensemble des équipes pour le travail accompli au cours de l'année écoulée et la qualité de l'information qui lui a été communiquée.

Activité des comités spécialisés en 2002

Dans le cadre de ses missions, le Conseil de surveillance s'appuie sur les travaux de deux comités spécialisés, mis en place en 1998 : d'une part, le Comité des comptes et du contrôle interne, d'autre part, le Comité des rémunérations.

Le Comité des comptes et du contrôle interne

Le Comité des comptes et du contrôle interne comprend trois membres. Il se réunit en présence des Commissaires aux comptes. Chacune de ses réunions fait l'objet d'un compte rendu qui est présenté lors du Conseil de surveillance qui se réunit dans les quinze jours suivants, ce délai permettant au Comité de disposer du temps nécessaire à la synthèse de ses travaux.

Le Comité des comptes et du contrôle interne est chargé d'évaluer l'information financière dans le cadre des arrêtés de comptes et de surveiller l'application des textes relatifs au contrôle interne. Il est ainsi investi de plusieurs missions :

- examiner les comptes semestriels et annuels avant qu'ils ne soient présentés au Conseil de surveillance, en s'assurant notamment de la pertinence et de la permanence des options comptables retenues et en recueillant l'avis des Commissaires aux comptes ;
- veiller au bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne et à la bonne application des textes réglementaires correspondants ;
- émettre un avis sur la désignation des Commissaires aux comptes et leur programme de travail ;
- suivre l'évolution de l'exposition aux différents risques (marché, contrepartie...) et des dispositifs de suivi différents.

Le Comité des comptes et du contrôle interne s'est réuni quatre fois en 2002. Le taux moyen de présence de ses membres a été de 75 %. Il a notamment examiné :

- les comptes annuels 2001 et les comptes semestriels 2002 ;
- les rapports à la Commission bancaire sur la surveillance des risques et le contrôle interne, ainsi que le rapport au CMF sur le contrôle des services d'investissement ;
- les travaux menés au cours de l'exercice par les services de contrôle interne, de déontologie, de contrôle des risques et des résultats ;
- le programme d'action en vue de la réduction des coûts.

Le Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations comprend quatre membres. Présidé par une personnalité indépendante externe au Groupe, il a pour mission de fixer la rémunération des membres du Directoire. Ce Comité s'est réuni deux fois en 2002, en présence de tous ses membres.

Le Directoire

Mission générale du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Le Directoire présente au Conseil de surveillance, au moins une fois par trimestre, un rapport sur l'activité de la société et, chaque année, les comptes annuels et les comptes consolidés dans les trois mois suivants la clôture de chaque exercice.

Il établit et présente également le rapport de gestion à l'Assemblée générale ordinaire. En outre, le Directoire doit veiller à l'information et à la consultation du Comité d'entreprise.

Composition et organisation du Directoire

Le Directoire de CDC IXIS Capital Markets est composé de quatre membres⁽³⁾, dont le mandat a été renouvelé pour quatre ans le 3 novembre 2002.

(3) cf. page 38 la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des membres du Directoire.

Il est organisé par un Règlement intérieur qui précise notamment ses modalités de fonctionnement, ses pouvoirs et son dispositif de délégation de signature (qui donne lieu à l'établissement d'un recueil de signatures).

Activité du Directoire en 2002

Le Directoire de CDC IXIS Capital Markets s'est réuni selon un rythme hebdomadaire durant l'exercice. Le taux moyen de présence de ses membres a été de 83 %.

En séance, le Directoire a notamment systématiquement examiné et commenté le tableau de bord retraçant l'activité et les risques par filière d'activité au cours de la semaine précédente. En outre, son rôle a consisté à évaluer les risques à prendre par la société dans le cadre de ses activités, à valider tous projets à mettre en œuvre et à arrêter les décisions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et le développement de la société. Un procès-verbal a été dressé à l'issue de chacune de ses réunions. ■

Commissaires aux comptes

			1 ^{re} nomination	Prochaine échéance
Titulaire	PricewaterhouseCoopers Audit représenté par Étienne Boris	32, rue Guersant 75833 Paris Cedex 17	Assemblée du 30/06/97	Assemblée statuant sur les comptes au 31/12/2004
Titulaire	Mazars & Guérard représenté par Guillaume Potel	Tour le Vinci 4, allée de l'Arche 92075 Paris La Défense	Assemblée du 11/06/96	Assemblée statuant sur les comptes au 31/12/2007
Suppléant	Dominique Paul	32, rue Guersant 75833 Paris Cedex 17	Assemblée du 30/06/97	Assemblée statuant sur les comptes au 31/12/2004
Suppléant	Michel Rosse	Tour le Vinci 4, allée de l'Arche 92075 Paris La Défense	Assemblée du 15/05/97	Assemblée statuant sur les comptes au 31/12/2007

Honoraires des Commissaires aux comptes⁽⁴⁾

Entité	Nature de la mission	2002	2001
CDC IXIS CAPITAL MARKETS (PARIS)		€	€
PricewaterhouseCoopers Audit	Mission légale arrêté des comptes	286 373	288 984
Mazars & Guérard	Mission légale arrêté des comptes	286 373	275 091
	Mission spéciale sur travaux accessoires (contrôle des risques)	216 915	165 230
	Total	789 661	729 305
CDC IXIS CAPITAL MARKETS – LONDON BRANCH			
PricewaterhouseCoopers	Mission légale arrêté des comptes	39 932	38 397
	Total	39 932	38 397
CDC IXIS CAPITAL MARKETS – TOKYO BRANCH			
PricewaterhouseCoopers	Mission légale arrêté des comptes	23 413	23 560
	Mission de contrôle réglementaire et de contrôle interne comptable	19 832	
	Mission spéciale - prestations fiscales	21 283	
	Total	64 528	23 560
CDC IXIS CAPITAL MARKETS – ZWEIGNIEDERLASSUNG DEUTSCHLAND			
PricewaterhouseCoopers	Mission légale arrêté des comptes	63 060	59 160
	Mission spéciale de procédure de la salle de marchés	13 340	11 020
	Prestations fiscales	20 053	25 093
	Total	96 453	95 273
CDC IXIS SECURITIES			
Ernst & Young Audit	Mission légale arrêté des comptes	39 000	39 000
	Mission spéciale - prestations fiscales et juridiques	18 000	18 000
Cabinet Touber	Mission légale arrêté des comptes	22 000	22 000
	Total	79 000	79 000
CDC MARCHÉS INFORMATIQUE			
Mazars & Guérard	Mission légale arrêté des comptes	11 200	11 300
	Total	11 200	11 300

(4) Les honoraires sont rattachés selon l'exercice contrôlé et indiqués TTC.

2002 : l'année des désillusions

Tout le monde s'attendait à ce que les politiques économiques fortement contra-cycliques menées en 2001 portent leurs fruits en 2002. Ces espoirs furent déçus.

Après avoir stagné en 2001, le PIB des États-Unis a augmenté de 2,4 % en 2002, grâce principalement à la consommation des ménages (+ 3,1 %) et à l'investissement résidentiel (+ 3,4 %). L'investissement productif, en revanche, est resté déprimé, en raison notamment des surcapacités et de la priorité donnée aux efforts de désendettement. En fin d'année, la dynamique de croissance s'essouffait.

Le rebond observé en début d'année dans la zone euro a fait long feu, en raison notamment du renforcement de l'euro et de la poursuite des ajustements des capacités de production.

En moyenne, le PIB de la zone n'a progressé que de 0,8 % en 2002, contre une progression de 1,1 % en 2001. La consommation privée a augmenté de 1,1 % et l'investissement de 0,8 %.

2002 s'est caractérisée par une forte hétérogénéité des performances au sein de la zone euro en matière de croissance, d'inflation et de déficit public.

Dans les autres pays industrialisés, l'environnement global déprimé n'a pas épargné le Royaume-Uni, où la croissance du PIB a ralenti de 2 % en 2001 à 1,7 % en 2002, ni la Suède, très ouverte sur l'extérieur, au point que la Riksbank a dû totalement effacer les hausses de taux décidées en début d'année. Au Japon, la croissance est demeurée anémique (+ 0,2 %), pénalisée par la faiblesse de l'investissement, et ce en dépit des deux plans anti-déflation destinés notamment à répondre au problème des créances douteuses. Les pays émergents, enfin, ont eux aussi souffert

de la faiblesse de la demande mondiale. La plupart des pays d'Amérique Latine ont connu des situations de crise.

La forte aversion au risque des investisseurs a gouverné le comportement des marchés

Les places boursières

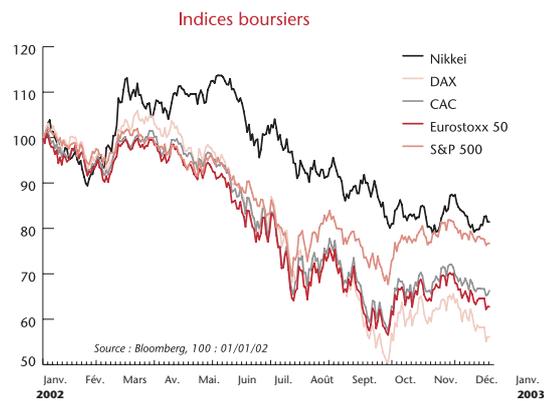
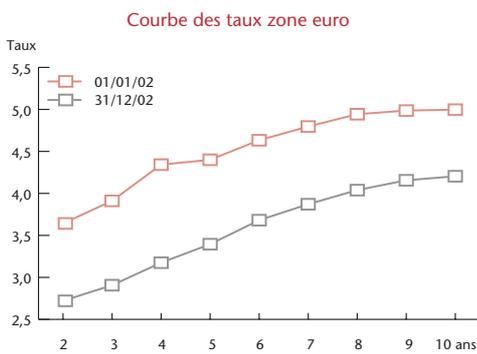
Le contexte fondamental et les révélations sur les comptes des entreprises ont été fortement défavorables aux actions. Ces dernières ont baissé, pour la troisième année consécutive, et de manière violente : l'année se caractérise par une baisse record pour l'indice DAX (- 43,9 %) et pour le CAC (- 33,7 %). Les bourses européennes se sont moins bien comportées que leurs homologues des États-Unis (S&P 500 : - 23,4 %), en raison principalement de la très forte baisse des valeurs financières européennes.

Les taux d'intérêt

Les rendements obligataires ont reculé en Europe et aux États-Unis, avec une surperformance des maturités courtes : le *spread* 2 ans/10 ans atteignait 160 points de base en fin d'année en Allemagne, 230 points de base aux États-Unis. Ces pentifications s'expliquent pour l'essentiel par le caractère très accommodant des politiques monétaires (nouvelles baisses de 50 points de base des taux directeurs en Europe et aux États-Unis), et par l'offre abondante d'obligations souveraines, imputable notamment à la dégradation des situations budgétaires. Les obligations américaines ont enregistré des performances supérieures à celles de leurs homologues

0,8%
de croissance du PIB
en 2002 pour la zone
euro.

**Des baisses
record**
pour le DAX
(- 43,9%)
et le CAC
(- 33,7%)



allemandes jusqu'en octobre, puis la tendance s'est inversée. Les écarts de rendement entre les obligations des pays de l'UEM se sont fortement réduits. L'écart entre les taux du swap et du bund 10 ans s'est écrasé, en raison de la pentification de la courbe obligataire.

Le change

L'euro s'est renforcé par rapport au dollar tout au long de l'année, revenant vers des niveaux plus cohérents avec sa parité de pouvoir d'achat (PPA), sans doute plus conformes aussi aux grands équilibres de balance des paiements. ■

Taux

Baisse des rendements obligataires en Europe et aux États-Unis.







RAPPORT DE GESTION

L'activité en 2002	16
Structure financière et ratios réglementaires	24
La gestion des risques	26
Le contrôle interne et la déontologie	32
Les ressources	34
Les perspectives pour 2003	37
Éléments juridiques	38

Analyse du résultat consolidé

Compte de résultat consolidé

	2002 (en M€)	2001 (en M€)	variation 2002/2001	
			en montant (en M€)	en %
PRODUIT NET BANCAIRE	500,4	416,1	84,3	20,3
Charges de fonctionnement	(364,8)	(333,0)	(31,8)	9,5
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	135,6	83,1	52,5	63,2
Résultat hors exploitation	0,5	17,6	(17,1)	(97,2)
Impôts sur les bénéfices	(40,3)	(17,1)	(23,2)	135,5
RÉSULTAT NET	95,9	83,6	12,3	14,7

Commentaires sur le compte de résultat

Dans un contexte de crise financière intense en 2002, le produit net bancaire s'établit à 500,4 millions d'euros, en hausse de 20,3 % par rapport à l'exercice 2001.

Cette performance, comparativement aux autres entreprises de marché, a été obtenue grâce à une activité soutenue sur les métiers de taux, dont le PNB progresse de 32,4 % en un an. CDC IXIS Capital Markets récolte là le fruit des restructurations et investissements menés au cours des exercices précédents, notamment au niveau des activités commerciales et de structuration. C'est aussi le résultat d'une très bonne mise en œuvre du partenariat avec les Caisses d'Épargne, et d'une contribution croissante des activités à l'international.

Les métiers actions ont opéré en 2002 dans un environnement particulièrement difficile, caractérisé par le manque de visibilité économique, la volatilité des marchés, la baisse des volumes et des contre-performances très élevées de l'ensemble des bourses mondiales. CDC IXIS Capital Markets a cependant réussi à contenir le repli des activités actions, dont le PNB atteint le même niveau qu'au cours de l'exercice précédent.

La progression de 9,5 % des charges de fonctionnement par rapport à l'exercice précédent

est à mettre en rapport avec une croissance des effectifs de 9 % sur 12 mois, dont près de la moitié s'explique par l'intégration des ex-collaborateurs des activités de marché des Caisses d'Épargne. Après un fort développement du potentiel de production au cours des exercices précédents, le rythme des recrutements de CDC IXIS Capital Markets s'est stabilisé. Compte tenu de la conjoncture, une attention particulière a été portée à la maîtrise des coûts.

Le résultat hors exploitation comporte des dotations complémentaires aux provisions pour risques divers, notamment en liaison avec la notification de redressement fiscal reçue en 2002. Celles-ci sont compensées par la reprise intégrale du FRBG, son maintien n'étant plus justifié compte tenu des perspectives de fusion avec CDC IXIS, sa société mère à 100 %.

La charge d'impôt sur les bénéfices a augmenté de manière sensible du fait de la progression du résultat brut d'exploitation et de la diminution des avoirs fiscaux et crédits d'impôts liés aux métiers sur actions.

Le résultat net consolidé 2002 s'établit à 95,9 millions d'euros, en progression de 14,7 % par rapport à l'année précédente.

Le ROE sur capitaux propres moyens d'ouverture et de clôture progresse pour atteindre 15,9 %, contre 14,6 % à fin 2001. ■

Marchés de taux et de change

Après 2001, l'exercice 2002 a de nouveau enregistré un record d'activité dans le trading, la vente et la structuration de produits de taux et de change.

Le fait marquant de l'année 2002 a été l'intégration des activités de marché des Caisses d'Épargne et leur bonne articulation avec la salle des marchés de CDC IXIS Capital Markets, en application des accords conclus entre le Groupe Caisse des dépôts et le Groupe des Caisses d'Épargne.

Par ailleurs, l'entreprise s'inscrit toujours dans les tendances antérieures :

- développement de l'activité commerciale, dont la part à l'international progresse deux fois plus que l'ensemble ;
- usage généralisé de la négociation électronique, laquelle s'inscrit dans un mouvement de rationalisation des process et de réduction des coûts ;
- recherche et investissement dans des activités à forte valeur ajoutée.

Marchés de produits dérivés et de *spreads*

Le trading d'instruments dérivés de taux de gré à gré

L'année 2002 marque encore une accélération de la progression des volumes et de la rentabilité des opérations sur dérivés de taux et hybrides (change et crédit) réalisées depuis Paris, Londres, Francfort, New York et Tokyo.

Capitalisant sur des équipes expérimentées et sur des outils en constante évolution, la filière dérivés de taux a réalisé plusieurs opérations de référence dans le domaine des dérivés simples et complexes, ainsi que dans certaines niches comme les hybrides taux et change, les swaps de titrisation ou encore les opérations indexées sur l'inflation.

L'activité commerciale s'est fortement développée, tant en France qu'à l'international, autorisant la croissance soutenue des résultats dans un cadre de bonne maîtrise des risques.

L'offre en ligne sur le réseau Internet s'est enrichie de la cotation de swaps simples à long terme, la gamme de produits s'est considérablement élargie et permet d'envisager de nouvelles perspectives de développement aux côtés des tout premiers acteurs mondiaux du secteur.

Le marché primaire obligataire, hors emprunts d'État

Dans un contexte de légère reprise de l'activité primaire, CDC IXIS Capital Markets occupe le 18^e rang mondial dans les *league tables* euro. Ce résultat a été obtenu dans un contexte de réduction des marges.

L'exercice 2002 a marqué pour CDC IXIS Capital Markets une percée sur le marché des dettes *corporates*, avec la direction d'émissions signées Compagnie Financière de Suez, Imerys (première émission obligataire) ou Accor. CDC IXIS Capital Markets a en outre remporté un mandat d'émission indexée sur l'inflation pour le compte de la société Alis (société gestionnaire de l'autoroute A28), opération qui a été élue « Financement de projet de l'année » par la revue *Project Finance International*.

C'est également au cours de cet exercice que la société a dirigé ses premières émissions ABS (*Asset Backed Securities*), tout en accroissant significativement son activité sur le support EMTN.

En outre, CDC IXIS Capital Markets a renforcé ses positions sur les obligations sécurisées,

Dérivés :
démarrage du trading en ligne de produits *plain vanilla*.



Marché primaire obligataire :
18^{ème} rang
dans les *league tables* euro.

« Deal of the Year » :

CDC IXIS Capital Markets remporte le mandat d'émission obligataire pour l'autoroute **A28** (nomination de la revue *PFJ*).

Titrisation :
5^{ème} rang européen
dans les *league tables*
en terme de RMBS.

se classant au premier rang des obligations foncières et des *cedulas hipotecarias*. La direction d'émissions *Pfandbriefe* est également demeurée une activité primordiale.

Le marché secondaire des dettes privées obligataires

Le niveau élevé des *spreads* a continué à rendre le marché secondaire des dettes privées peu liquide et difficile à traiter. Dans ce contexte, CDC IXIS Capital Markets est parvenu à équilibrer ses résultats en raison de choix raisonnables en terme d'offre et de prise de risque, tout en continuant à se structurer pour tirer profit d'un éventuel redémarrage de l'activité. L'entreprise a maintenu ses forces de *market making* sur tous les segments significatifs du marché : *corporates*, financières, obligations sécurisées, *agencies* et ABS, en s'appuyant sur les équipes de Francfort, Londres et Paris. En particulier, CDC IXIS Capital Markets traite sur les systèmes électroniques de référence (les différents MTS, Bondvision) et s'apprête à fournir des cotations sur son propre site Internet.

Enfin, la forte activité de l'équipe *repo* crédit a permis à l'entreprise de se classer parmi les premiers acteurs européens sur ce secteur et d'être le premier intervenant sur les titres français.

Structuration

En 2002, les investissements réalisés au cours des années antérieures ont porté leurs fruits. Sur l'activité de structuration à base de fonds de gestion alternative, l'entreprise se situe parmi les cinq premiers acteurs mondiaux, grâce à une forte présence en Europe, l'établissement de liens d'affaires avec les fonds américains et la multiplication des offres publiques au Japon.

En matière de montage de fonds garantis (ou fonds à formules), les efforts ont été orientés vers le développement de la clientèle européenne et vers l'innovation en terme de produits. Ainsi, CDC IXIS Capital Markets a participé au montage d'un fond garanti de La Poste indexé sur l'inflation.

Les activités de titrisation ont connu une montée en puissance en 2002. Les *league tables* situent l'entreprise au cinquième rang européen en terme de RMBS (*Residential Mortgage Backed Securities*) et au premier rang français pour l'ensemble des activités de titrisation.

L'activité de structuration dans le domaine immobilier a poursuivi son développement; à cet égard, la transaction faite sur un ensemble d'immeubles d'usage pour la société Alstom est exemplaire.

Enfin, en 2002, les activités d'ART (*Alternative Risk Transfer*) ont démarré. L'approche de l'entreprise consiste pour le moment dans l'offre de produits hybrides entre produits financiers, d'investissement et de couverture, dont les sous-jacents sont constitués de risques d'assurances classiques et industriels et de dérivés climatiques.

Marché Monétaire et Emprunts d'État

Présentes sur des compartiments du marché soumis à une très forte compétition, les équipes dédiées au trading et à la vente d'instruments de marché monétaire et d'emprunts d'État ont concentré leurs efforts sur l'optimisation des conditions d'exercice de ces activités.

Dans ce cadre, les principaux axes de travail ont été :

- l'utilisation accrue des systèmes électroniques de négociation tant dans l'interprofessionnel qu'avec la clientèle;
- la recherche systématique du traitement automatisé en continu des opérations (STP ou *Straight Through Processing*);
- la diversification des sources d'activité (marchés et clientèle) et l'innovation pour permettre le développement sur de nouveaux marchés.

En 2002, CDC IXIS Capital Markets a ainsi maintenu et, dans certains cas, amélioré son positionnement d'ensemble sur les

marchés monétaires et de titres d'État, tout en améliorant la rentabilité de ces activités.

Ainsi, CDC IXIS Capital Markets figure en 2002 au 3^{ème} rang sur 21 dans le classement officiel des SVT (*Spécialistes en Valeur du Trésor*) établi par l'Agence France Trésor. Sur ce secteur, CDC IXIS Capital Markets a en outre entrepris une diversification de son offre en direction des dettes court terme émises par d'autres pays européens : Pays-Bas, Finlande et Portugal.

Simultanément, la part de marché sur les swaps court terme en euro a été consolidée et la diversification en devises a été poursuivie avec succès.

Les activités d'intermédiation sur les dettes court terme se sont renforcées, notamment par une participation active au placement de la dette émise par la CNCEP et des titres de refinancement court terme émis par les véhicules de titrisation (ABCP ou *Asset Backed Commercial Paper*). La place majeure occupée par CDC IXIS Capital Markets sur ce segment du marché en fait un acteur reconnu, tant par les banques centrales de la zone euro (la

société a le statut de contrepartie de réglage fin et est membre du groupe de contact de la BCE), que par les autres banques centrales et les sociétés de gestion.

Enfin, une percée significative a été réalisée en 2002 sur le segment des dérivés de crédits à court terme. Ces instruments peuvent être négociés en tant que tels ou dans des structures de type CLN (*Credit Linked Notes*) qui ont fait l'objet d'une demande significative.

En matière de négociation électronique, le change et les titres d'État sont venus enrichir l'offre en ligne disponible sur le site CDC IXIS Capital Markets. Le volume des transactions conclues par ce canal a de ce fait connu une progression très sensible. Parallèlement, la société a renforcé sa présence sur les plates-formes électroniques de transaction entre professionnels et a réalisé les investissements techniques nécessaires pour gérer de manière optimale la dispersion actuelle de la négociation sur une gamme donnée de produits entre différents supports. ■

Structuration :

1^{ère} opération d'externalisation d'actifs immobiliers européens réalisée par CDC IXIS Capital Markets pour le compte de la société Alstom.

3^{ème} rang sur 21, dans le classement officiel des SVT.



Marché des actions

En 2002, les activités actions résistent dans un contexte de baisse sensible des marchés.

Le marché primaire

L'année 2002 a été marquée par l'accentuation du fort ralentissement de l'activité sur les nouvelles émissions d'actions en France et en Europe : seulement 8 opérations d'introductions en bourse pour un total de 2,7 milliards d'euros ont été réalisées en France sur l'année.

Dans ce contexte, CDC IXIS Capital Markets a participé aux opérations les plus marquantes de l'exercice, en tant que co-chef de file des syndicats institutionnels et personnes physiques de l'ouverture du capital d'ASF en mars, co-manager du reclassement suivi d'une augmentation de capital pour Vivendi Environnement en juin, et co-manager de l'introduction en bourse de New York de Travelers Property Casualty.

Renforcement du partenariat avec la banque IMI

Le partenariat avec la banque IMI a été renforcé tout au long de l'année 2002. Les deux établissements ont notamment pris part conjointement au syndicat institutionnel constitué pour l'introduction en bourse d'ASF. Par ailleurs, CDC IXIS Capital Markets est intervenu en juin 2002 en tant que garant dans le cadre de l'augmentation de capital avec droits de la compagnie aérienne Alitalia, opération dirigée par IMI.

Poursuite du développement des activités de conseil

Les activités de conseil ont été très soutenues en 2002. Les missions, d'une grande diversité, ont notamment été menées au bénéfice :

- de la Compagnie des Alpes, pour une augmentation de capital avec délai de priorité effectuée en novembre 2002 ;
- de plusieurs autres sociétés, pour des opérations de marché reportées en raison des mauvaises conditions boursières ;
- de la Caisse des dépôts et consignations, dans le cadre de son investissement dans

Vivendi Environnement, lequel a été réalisé en juin et décembre 2002 ;

- du groupe C3D, dans le cadre de la recherche d'un partenaire industriel pour la société EGIS ;
- et de différentes Caisses d'Épargne régionales pour des projets distincts.

Les produits structurés

Dans un contexte de baisse sensible de l'ensemble des marchés, conjuguée à une forte volatilité, la demande de produits structurés est restée soutenue tout au long de l'exercice. Dans le cadre du partenariat noué avec le Groupe des Caisses d'Épargne au sein de la Compagnie Financière EULIA (l'Alliance), CDC IXIS Capital Markets a su répondre avec réactivité aux demandes du réseau des Caisses d'Épargne pour ce type de produits d'épargne.

Une offre élargie

Parallèlement, CDC IXIS Capital Markets a poursuivi sa politique d'élargissement de son offre de produits structurés, se rangeant ainsi au nombre très restreint des établissements proposant à leur clientèle une couverture de l'ensemble des marchés et segments de produits. Cette stratégie a permis à la société de maintenir ou accroître son activité sur chacun des compartiments de son offre.

En réponse aux souhaits de diversification de leurs contreparties, les équipes spécialisées en produits dérivés sur actions et indices ont développé la gamme de sous-jacents, tant au plan sectoriel que géographique. Dans un souci constant de limitation des risques et d'identification des meilleures perspectives de rendement, le choix des valeurs sous-jacentes est demeuré très sélectif.

Enfin, CDC IXIS Capital Markets a initié une démarche transversale d'amélioration du traitement opérationnel des transactions sur produits dérivés sur actions, visant à optimiser

Marché primaire

CDC IXIS

Capital Markets a pris une part active dans les principales opérations du marché primaire actions (ASF, Vivendi Environnement, Travelers Property Casualty).

l'intégration des chaînes de traitement informatique et de gestion.

Au total, l'année 2002 s'est soldée par le maintien d'un niveau de rentabilité élevé sur les activités de structuration, accompagné d'un renforcement des équipes de *trading* et de la poursuite d'une politique d'investissement informatique volontariste.

L'arbitrage

Une organisation transfrontalière plus

intégrée pour saisir de nouvelles opportunités
Plus encore que 2001, l'année 2002 a été caractérisée par des conditions de marché particulièrement fluctuantes, une forte diminution des opérations sur titres (OPA, OPE, etc.) et des variations brutales des marchés actions et des *spreads* de crédit.

Dans cet environnement mouvant, les équipes de Paris, Francfort et New York ont poursuivi la mise en place d'une organisation en ligne de métier mondiale afin d'accroître la fluidité des échanges entre les différentes équipes de *trading* et, partant, leur réactivité. Enfin, la couverture géographique désormais étendue à l'Europe et aux États-Unis de l'ensemble des activités d'arbitrage met la société en position d'identifier et de saisir les opportunités offertes par toutes les grandes places financières mondiales.

CDC IXIS Securities

Gains de parts de marché

CDC IXIS Securities est la filiale de CDC IXIS Capital Markets en charge de l'intermédiation sur les actions européennes. Dans un contexte difficile pour la seconde année consécutive, la société de bourse a gagné des parts de marché.

En terme de volumes, elle a conservé son 5^{ème} rang sur les actions françaises, traitant 5 %

des volumes échangés en 2002. Si les activités auprès des professionnels et des réseaux ont souffert de l'environnement, les courtages réalisés auprès des institutionnels ont très bien résisté : légère progression sur les clients américains, stabilité sur les clients français, baisse inférieure à 10 % sur le reste de l'Europe. Ces résultats commerciaux reflètent la progression des équipes de Vente et du bureau d'Analyse Financière dans les classements effectués par les clients de l'entreprise. Dans le classement des analystes publié en juin 2002 par l'Agefi, onze équipes ont été « nommées », contre quatre en 2001, ce qui place CDC IXIS Securities à la 5^{ème} place de ce palmarès.

Un outil commercial structuré

L'exercice 2002 a vu l'achèvement de la mise en place de l'outil commercial, avec un renforcement de l'organisation pour servir les Grands comptes français, européens et américains. Cette démarche repose largement sur un effort marketing à la fois systématique et adapté aux besoins spécifiques de chaque client. CDC IXIS Securities a ainsi organisé environ 350 *roadshows* en 2002, soit 50 % de plus qu'en 2001, dont 200 avec les analystes de l'équipe et 150 avec des sociétés cotées (dont 20 % de sociétés non françaises). Dans chacun des principaux pays européens, les équipes de vente proposent à leurs clients deux à trois *roadshows* par mois.

Sur un marché encore plus sinistré que celui des grandes valeurs, CDC IXIS-LCF Rothschild Midcaps (société de bourse spécialiste des valeurs moyennes, filiale à 50 % du Groupe CDC IXIS Capital Markets) a bouclé son premier exercice avec des résultats commerciaux prometteurs : 54 comptes spécifiques ont été ouverts. Les équipes dédiées aux *midcaps* françaises ont par ailleurs organisé plus de 20 *roadshows* avec des sociétés en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et une dizaine de visites de site pour leurs clients. ■

Dans le classement des analystes publié en juin 2002 par l'Agefi, **11** équipes sectorielles ont été « nommées », contre quatre en 2001.

5^{ème} rang,
c'est la place occupée par CDC IXIS Securities, avec 5 % du marché des actions françaises (volumes échangés).

Activité pour compte propre

L'activité pour compte propre a poursuivi en 2002 son développement dans la lignée des exercices précédents.

Le rythme des émissions d'EMTN a été particulièrement élevé, avec pour résultat une année record en terme de financement. Avec plus de 6,5 milliards d'euros de production nouvelle dans l'année, l'encours atteignait 10,7 milliards d'euros au 31 décembre 2002, permettant, en terme de classement, de reproduire l'excellente performance de 2001 : CDC IXIS Capital Markets est le premier émetteur en nombre de transactions (près de 600) et troisième, pour les montants, derrière la Banque Mondiale et KFW (*Kreditanstalt für Wiederaufbau*).

résistance, dans un environnement où beaucoup de concurrents ont perdu de l'argent. Ce résultat est dû en grande partie à l'introduction d'analystes crédit « *buy-side* » depuis maintenant deux ans, conjuguée à l'abandon du modèle de gestion de type investisseur qui s'avère inadapté au bilan d'une banque de marchés. Ainsi, la rotation du portefeuille a été accrue, sa durée de vie moyenne réduite à trois ans et son encours limité à 6,5 milliards d'euros.

Enfin, l'exposition au risque de taux d'intérêts a quasiment été annulée après la prise de bénéfice consécutive à la baisse des taux d'intérêts aux États-Unis et en Europe.

1^{er}

émetteur d'EMTN
en placement privé
en nombre
de transactions et

3^{ème}

en volume.



La Recherche

Une expertise orientée clients

Le service de la recherche macro-économique et financière, sous la direction de Patrick ARTUS, a poursuivi en 2002 ses missions d'expertise et d'analyse des marchés, à l'attention des opérateurs de marché. Les publications reflétant ces travaux, diffusées essentiellement aux clients domestiques et internationaux de CDC IXIS Capital Markets, sont également consultables sur le site Internet de la société.

Parallèlement, le service participe activement au développement de la relation commerciale de CDC IXIS Capital Markets, notamment en animant régulièrement des réunions de présentation de l'actualité économique et en participant aux grandes manifestations organisées pour les clients domestiques et étrangers.

Une gamme de publications diversifiée et évolutive

Le suivi conjoncturel et les prévisions économiques du service de la recherche concernent la zone euro (principalement les quatre grands pays France, Allemagne, Italie, Espagne), les États-Unis, le Japon, ainsi que les pays européens hors zone euro (pays « out »). Un suivi agrégé de l'ensemble de la zone euro est également réalisé. L'ensemble de ces travaux est publié dans la revue mensuelle *Conjoncture et Marchés*.

En 2002, deux nouvelles publications sont venues compléter la gamme du service de la recherche. Depuis juillet 2002, la revue mensuelle « *Indexées inflation* » analyse le marché des indexées en zone euro. Depuis septembre, « *Chronique des marchés* » propose chaque soir un commentaire en français des principaux indicateurs du jour.

Ces nouvelles publications sont venues enrichir la gamme qui comprend notamment :

- *Marchés Hebdo*, qui propose un commentaire des principales statistiques macro-économiques de la semaine ainsi qu'une analyse des évolutions de marché qui peuvent en résulter ;

- les *Flashes*, qui offrent des études thématiques approfondies sur les grandes tendances de l'économie. En 2002, le service de la recherche économique a publié plus de 300 *Flashes*, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

Le service de la recherche a en outre poursuivi ses travaux d'analyse des marchés de crédit, avec une participation régulière aux éditions mensuelles et trimestrielles de la publication *Spread & Crédits*, en collaboration avec l'équipe du marché primaire.

La recherche en direct

Quotidiennement, les économistes du service de la recherche continuent d'intervenir sur la chaîne Bloomberg TV France, pour analyser la situation des marchés et commenter les principaux indicateurs économiques.

Une analyse quantitative très pointue

L'analyse de l'évolution conjoncturelle des marchés de taux et d'actions et l'élaboration des prévisions donnent lieu à un travail d'analyse quantitative (économétrie).

Sur les marchés de taux d'intérêts, les études portent notamment sur les relations multilatérales entre les courbes de taux européennes, ainsi que sur l'analyse, au sein des grandes zones, de chaque pays par terme des taux d'intérêts. Outre les courbes de taux des emprunts souverains, une attention particulière est portée aux déterminants des écarts de taux entre les dettes obligataires souveraines et les dettes obligataires privées (*corporate, Pfandbriefe...*).

L'élaboration de stratégies d'investissement

La recherche de marché exerce une activité de conseil et d'analyse en matière de stratégie de placement et d'arbitrage sur les marchés de taux. Cette activité s'appuie sur les scénarios économiques et financiers proposés par les conjoncturistes pays ainsi que sur des analyses en *relative value*. Les résultats portent principalement sur le secteur monétaire, les obligations d'État, les swaps et le change, et ce afin de faciliter les activités d'arbitrage pour une plus grande rentabilité (produits dérivés et structurés). ■

308 Flashes, offrant des analyses sur les tendances de l'économie ou des marchés financiers, ont été publiés en 2002.

2 nouvelles publications :

Indexées inflation

analyse tous les mois le marché des indexées en zone euro.

Chronique des marchés

commente, chaque soir, les principaux indicateurs du jour, en français.

Bilan, hors bilan, ratios réglementaires

Analyse du bilan consolidé et des engagements hors bilan

Bilan consolidé (en milliards d'euros)	Variation 2002-2001			
	2002	2001	en valeur	en %
ACTIF				
Prêts et trésorerie	24,7	18,6	6,1	32,8 %
Titres reçus en pension livrée	38,0	40,5	(2,5)	(6,2 %)
Titres de transaction	42,4	36,6	5,8	15,8 %
Titres de placement	9,6	6,3	3,3	52,4 %
Titres d'investissement	4,4	2,3	2,1	91,3 %
Autres actifs	11,4	6,4	5,0	78,1 %
TOTAL ACTIF	130,5	110,7	19,8	17,9 %
PASSIF				
Emprunts et trésorerie	54,2	50,0	4,2	8,4 %
Titres donnés en pension livrée	30,8	26,8	4,0	14,9 %
Titres émis	13,6	10,7	2,9	27,1 %
Dettes sur titres	16,4	15,2	1,2	7,9 %
Autres passifs	14,2	6,7	7,5	111,9 %
Capitaux propres et dettes subordonnées	1,3	1,3		
TOTAL PASSIF	130,5	110,7	19,8	17,9 %

Commentaires sur le bilan consolidé

Le total du bilan ressort à près de 131 milliards d'euros, dont 10 milliards au titre des succursales implantées à l'étranger, soit une progression globale de 20 milliards d'euros.

Cette augmentation provient pour 11 milliards d'euros du développement des activités sur titres :

- arbitrage ou trading sur titres d'État et autres titres,
- titrisation.

Les titres représentent 43 % du total du bilan à fin 2002 contre 41 % un an auparavant.

L'encours des titres de transaction a progressé de près de 6 milliards d'euros, cette catégorie de titres représentant 75 % de l'encours global des titres qui se monte à 56 milliards d'euros à fin 2002.

L'encours des titres de placement et d'investissement a progressé de 5 milliards d'euros

du fait du développement des activités de titrisation et pour compte propre.

Hors incidence des comptes ordinaires (compte courant auprès de CDC IXIS), l'activité s'est déportée sur les prêts, corrélativement à une diminution des opérations de pension livrée reçue.

Le financement des nouveaux emplois s'est traduit par une augmentation de toutes les catégories de ressources pour les métiers considérés : les emprunts (+ 4 milliards d'euros), les pensions livrées données (+ 4 milliards d'euros), les émissions de titres (+ 3 milliards d'euros) et les dettes sur titres (+ 1 milliard d'euros).

Le développement marqué des activités sur instruments financiers explique la progression des autres actifs (+ 5 milliards d'euros) et des autres passifs (+ 7 milliards d'euros), au travers de l'évolution des comptes de régularisation.

En terme de structure du bilan par durée restant à courir, les emplois à moins d'un an et

les ressources à moins d'un an représentent respectivement 86 % du total de l'actif et 88 % du total du passif.

Les engagements sur instruments de hors bilan

L'évolution des engagements de hors bilan reflète le fort développement des activités de taux, notamment au travers de la progression très significative des notionnels des opérations de gré à gré :

- les contrats d'échange de taux d'intérêt représentent 1 271 milliards d'euros à fin 2002 contre 846 milliards un an plus tôt, ce qui correspond à une progression de 50 % (+ 425 milliards d'euros);
- les caps et les floors représentent 144 milliards d'euros à fin 2002 contre 90 milliards à fin 2001.

L'équivalent risque de crédit pondéré des instruments dérivés se monte à 3,7 milliards d'euros au 31 décembre 2002, contre 2 milliards à fin 2001 (+ 85 %), ce qui reflète également la progression des activités.

Les ratios réglementaires

Tous les ratios de surveillance satisfont les prescriptions réglementaires.

Ratio d'adéquation des fonds propres

Le ratio d'adéquation des fonds propres ressort à 116 % à fin 2002 contre 121 % à fin 2001.

Coefficient réglementaire de liquidité

Le coefficient réglementaire de liquidité s'établit à 174 % à fin 2002 contre 148 % à la fin de l'exercice précédent. La norme prudentielle minimale de 100 % a été respectée en permanence durant l'année 2002.

Grands risques

La société est soumise aux limites prudentielles en matière de grands risques, à savoir 25 % des fonds propres pour les risques individuels et octuple des fonds propres pour les risques globaux.

Au 31 décembre 2002, la somme des risques pondérés par contrepartie supérieurs à 10 % des fonds propres représentait 6,4 milliards d'euros pour un octuple des fonds propres de 9,9 milliards d'euros, et les risques pondérés par contrepartie respectaient le seuil des 25 % des fonds propres. À fin 2001, les mêmes indicateurs s'élevaient respectivement à 6,4 et 8,5 milliards d'euros.

Coefficient de fonds propres et de ressources permanentes

Ce coefficient, qui doit être supérieur à 60 %, s'établit à 383 % à fin 2002 contre 689 % un an auparavant. ■

Les risques de marché

Le dispositif mis en place

Au sein de CDC IXIS Capital Markets, le service du contrôle des risques et des résultats est directement rattaché au Président du Directoire. Il définit en toute indépendance par rapport aux unités opérationnelles, et en cohérence avec les normes du Groupe, les principes de mesure des risques de marché et de contrepartie et élabore, avec ses moyens propres, les outils nécessaires (logiciel *Scénarisk* pour les risques de marché, *Amerisc* pour les risques de contrepartie).

Les variations de valeurs des grandeurs de marché telles que les taux d'intérêt, de change, le cours des actions, les *spreads* émetteurs, ainsi que les volatilités implicites relatives à chacune de ces données (et potentiellement toute autre donnée de marché) peuvent avoir un impact direct (positif ou négatif) sur la valorisation du stock d'opérations présentes dans les livres de CDC IXIS Capital Markets. Le potentiel de pertes lié à ces variations constitue le risque de marché encouru par CDC IXIS Capital Markets, mais aussi par l'ensemble des activités de marché du Groupe, y compris à l'international (Tokyo, Francfort et Londres).

La mesure des risques est réalisée quotidiennement sur la base d'indicateurs permettant de connaître les pertes potentielles que chaque activité peut engendrer, selon un principe désormais classique de mesure statistique dénommée « *Value at Risk* » ou VaR.

Cet indicateur permet de déterminer le niveau de perte potentielle maximale à un niveau de confiance prédéterminé et pour un ensemble de portefeuilles donné. Pour l'élaborer, les paramètres de marché dont dépend la valeur des portefeuilles sont modélisés au moyen d'une étude statistique de leur comportement sur une période de 365 jours calendaires.

Une VaR « paramétrique », fournissant une décomposition du risque sur les différents axes

mis en jeu par les positions en portefeuille, constitue l'indicateur de base. Pour les activités de nature optionnelle, cette VaR paramétrique est progressivement complétée par une VaR calculée par simulations, au moyen d'une méthodologie de type « *Monte-Carlo* », qui permet la prise en compte des non-linéarités des portefeuilles suivant les différents axes.

Le contrôle s'opère par comparaison de ces VaR avec des limites de risque dont le respect doit être observé en permanence. Ces dernières sont déterminées annuellement par le Directoire de CDC IXIS Capital Markets. Elles représentent des fonds propres économiques et sont définies sur la base des couples rendements/risques constatés ou espérés. Ces fonds propres internes sont associés à un niveau de confiance de 99 %, une détention de 10 jours des positions et un coefficient multiplicateur de sécurité de 2,7 (VaR dite 20 écarts types).

Des tableaux de bord quotidiens et hebdomadaires, examinés respectivement par le Président du Directoire et le Comité exécutif, matérialisent ce contrôle. Enfin, la situation des risques est présentée de manière mensuelle au Président du Conseil de surveillance.

Soumis à la réglementation bancaire, CDC IXIS Capital Markets déclare à la Commission bancaire son ratio global de couverture des risques en application du règlement CRBF 95-02 et a été autorisé depuis 1997 à utiliser son propre modèle interne, *Scénarisk*, au titre de la surveillance des risques de marché.

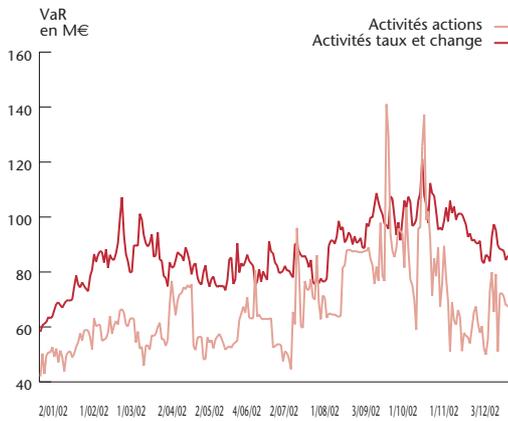
Informations quantitatives sur les risques de marché

Sur l'exercice 2002, le niveau de VaR (dite 20 écarts types) s'est établi en moyenne à 87 millions d'euros pour l'activité taux et change et à 67 millions d'euros pour l'activité actions. Le graphique ci-après présente l'évolution de ces niveaux :

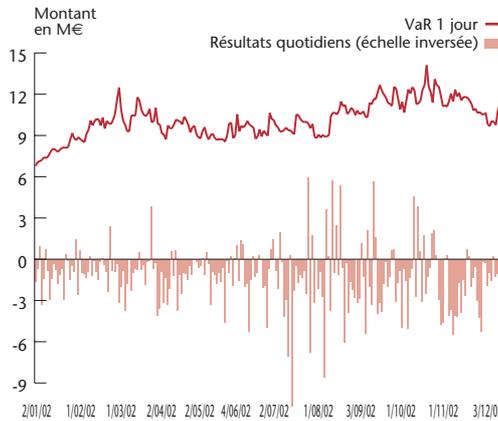
La Value-at-Risk (VaR),

un outil de mesure quotidien du niveau de perte potentielle maximale pour un ensemble de portefeuilles donné.

Niveaux de VaR (10 jours) sur l'année 2002



Activités taux et change



La robustesse de l'indicateur de VaR est régulièrement mesurée par comparaison avec les variations des résultats quotidiens de *trading* : cet exercice permet de confronter le potentiel de perte, tel que prévu ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées.

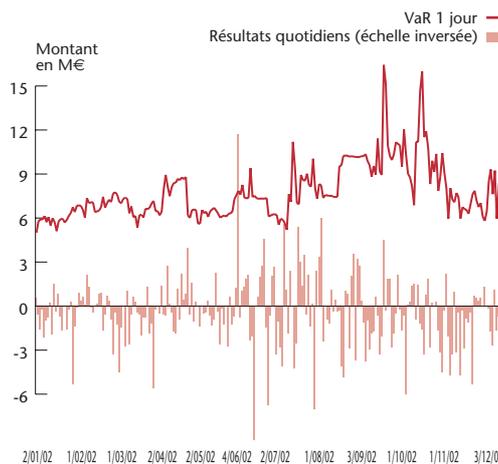
Pour ce faire, il est nécessaire de rendre la VaR commensurable avec les variations de résultats quotidiens : un coefficient réducteur lui est donc appliqué, permettant d'obtenir une VaR « courante », avec un intervalle de confiance de 99 % et une durée de détention de 1 jour.

Les deux graphiques ci-après rendent compte de cet exercice réalisé sur les activités de taux d'intérêt et change d'une part, sur les activités d'actions d'autre part.

Ils permettent de vérifier que le nombre d'excursions des variations de résultats (présentées en échelle inversée) au-delà du potentiel de perte, représenté par la VaR « courante », se situe effectivement en deçà de la limite statistique correspondante (en l'occurrence, pour 250 données, entre 2 et 3 excursions admises).

Par ailleurs, les principaux scénarios de stress (stress tests), pratiqués sur les positions au 31 décembre 2002, ont fourni les données suivantes (impact résultat en valeur absolue) :

Activités actions



• **Activité sur taux et change :**

Variation des taux (+ 100 bp) :	34,9 M€
Variation des volatilités : (homothétie de + 50 %) :	8,1 M€
Variation des spreads papiers/swaps (+ 20 bp) :	55,8 M€

• **Activité sur actions :**

Variation des indices/actions (+ 25 %) :	6,5 M€
Variation des volatilités indices/actions :	4,4 M€
(homothétie de + 20 % à CT, + 10 % à LT)	

Risques de marché
Le niveau moyen de la VaR à 10 jours s'est élevé à 87 millions d'euros pour l'activité taux et change et à 67 millions d'euros pour le trading actions.

Les risques de crédit

L'analyse des risques et l'allocation de limites

La gestion des risques de crédit (risque émetteur et risque de contrepartie) s'effectue dans le cadre de la politique générale défini par le Groupe CDC IXIS. Le risque de crédit au sens strict se définit comme le risque de perte à un horizon de temps donné suite au défaut d'une contrepartie. Le risque de crédit incorpore également le risque de dégradation de la signature des contreparties sur la durée des opérations initiées par CDC IXIS Capital Markets pour son compte propre. Le risque de crédit sur transactions de marché intègre donc la perte de valeur d'une position liée à la baisse de solvabilité des contreparties et exige ainsi un suivi dynamique du portefeuille d'engagements.

Dans ce contexte, le service des risques de contrepartie de CDC IXIS Capital Markets est responsable de la sélection des risques de crédit et coordonne les demandes de limites émanant des différentes lignes de métier marchés. Les allocations de limites de risques de contrepartie sont décidées en toute indépendance par le Comité crédit CDC IXIS Capital Markets qui statue dans le cadre de sa délégation de compétence. Au-delà, les décisions relèvent du Comité des risques de sa société mère, CDC IXIS.

Une analyse approfondie est effectuée par les équipes d'analyse crédit et donne lieu, sur la base d'une notation interne (échelle comparable aux agences de rating), à la définition de limites suivant les activités (taux, change, actions) en distinguant les opérations selon leur type (bilan et hors bilan) et leur maturité (du court terme au long terme). Une analyse crédit formalisée précède chaque ouverture de limite ; la situation économique et financière des contreparties est ainsi étudiée sous ses aspects quantitatif et qualitatif en conformité avec les procédures crédit du Groupe.

Conformément au règlement CRBF 97-02, le portefeuille de risques crédit fait l'objet d'une révision annuelle des limites par contrepartie et la filière Risque complète le dispositif de suivi en procédant à des révisions régulières par zone pays et par secteur économique.

Dans la perspective d'une plus forte intégration de la filière Risque au sein du Groupe CDC IXIS, le processus de décision a été redéfini avec une spécialisation des analyses par secteur (Banques, Entreprises, Titrisations). L'orientation donnée favorise la prise de décision en comité (Marchés, Financements, Contreparties) pour l'allocation des limites. En plus de ce process transversal, le métier marchés dispose d'une délégation permanente pour les transactions individuelles.

Le contrôle des risques

Le contrôle des risques de contrepartie est effectué au niveau opérationnel par les équipes de CDC IXIS Capital Markets, et au niveau central par les équipes de CDC IXIS auxquelles il est rendu compte quotidiennement.

L'outil informatique de suivi des risques et des limites de crédit est un logiciel dédié (*Amerisc*), développé en interne et accessible en temps réel aux opérateurs. Ce logiciel permet de calculer, d'une part, les « expositions potentielles » correspondant dans un cadre statistique aux engagements présents et futurs de CDC IXIS Capital Markets, d'autre part, les fonds propres économiques et les provisions nécessaires pour supporter les risques de crédit. Ces mesures sont effectuées par simulations numériques combinant les contrats-cadres de compensation (*netting*) et les scénarios de marchés suivant des techniques issues de la VaR, appelée dans ce cas C-VaR (*Credit-Value at Risk*).

Le pilotage global des risques est assuré par une revue mensuelle du portefeuille

d'expositions des 2 000 contreparties actives de CDC IXIS Capital Markets, classées par notations, secteurs et pays.

L'exposition aux risques de crédit

Les exigences en terme de qualité des émetteurs en portefeuille et des contreparties sur produits dérivés de CDC IXIS Capital Markets sont élevées : les signatures notées dans les catégories AAA à A représentaient 86 % des expositions Market-to-Market (MtM) au 31 décembre 2002 et 94 % étaient au moins en « grade d'investissement », en dépit des nombreuses dégradations de notations survenues en 2002. Ces signatures

sont concentrées à 84 % sur l'espace économique européen, la plupart des opérations de marché avec des contreparties nord-américaines étant par ailleurs réalisées par la société CDC IXIS Capital Markets North America, filiale de CDC IXIS.

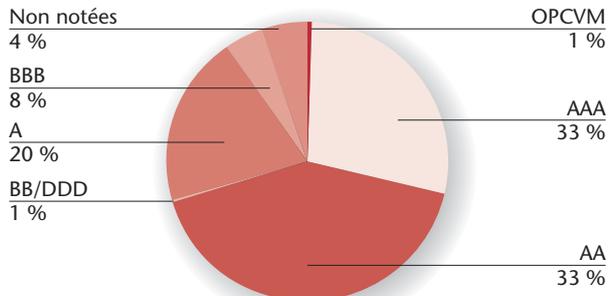
Les graphiques ci-contre fournissent la ventilation au 31 décembre 2002 des expositions globales en MtM par (i) notation et (ii) zone géographique.

Par ailleurs, afin de réduire son exposition au risque de crédit, CDC IXIS Capital Markets a mis en place avec ses principales contreparties des accords-cadres de collatéralisation permettant de diminuer les risques bilatéraux par des appels de marges en garantie. ■

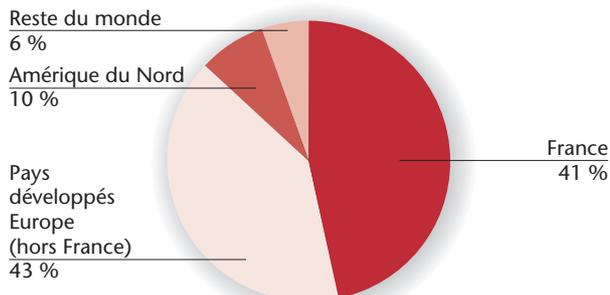
86%
des expositions Market-to-Market sont des signatures notées dans les catégories AAA à A (au 31 décembre 2002).



Expositions au 31 décembre 2002 ventilées par notation



Expositions au 31 décembre 2002 ventilées par zone géographique



Les risques opérationnels

Pour répondre aux exigences de la réforme de Bâle, et en accord avec la démarche engagée au sein du Groupe CDC IXIS, CDC IXIS Capital Markets s'est attachée, dès la fin de l'exercice 2001, à la mise en place d'un dispositif d'identification, de mesure et de maîtrise des risques opérationnels.

Définition des risques opérationnels

La notion de risque opérationnel telle que retenue et appliquée à CDC IXIS Capital Markets est conforme à la définition figurant dans le projet de texte du Comité de Bâle de septembre 2001 : le risque opérationnel correspond au risque de pertes directes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des procédures, personnels, systèmes internes, ou événements extérieurs.

Un risque opérationnel est avéré dès lors que l'on peut lui associer au moins un impact qui peut être de type juridique, réglementaire ou financier.

Le projet « risques opérationnels » à CDC IXIS Capital Markets

Le projet engagé à CDC IXIS Capital Markets s'inscrit dans le cadre des principes définis par la Direction des Risques de CDC IXIS, et répond à deux objectifs :

- favoriser la maîtrise des risques opérationnels en établissant des plans d'actions visant à réduire la fréquence d'occurrence des causes de risques (plans d'actions préventifs) ou bien ayant pour but, le cas échéant, de diminuer l'impact des risques ;
- permettre, à terme, de calculer les fonds propres réglementaires à allouer au titre du risque opérationnel.

La cartographie des risques opérationnels
La maîtrise du risque opérationnel repose sur une estimation *qualitative* des risques

opérationnels. Cette estimation provient de l'auto-évaluation par les opérationnels des risques opérationnels potentiels sur les procédures de l'entreprise. La synthèse de cette auto-évaluation est présentée sous la forme d'une *cartographie des risques opérationnels*.

À CDC IXIS Capital Markets, l'établissement de cette cartographie a été effectué par un groupe de projet réunissant des membres du contrôle interne, du contrôle des risques et du secrétariat général, en cohérence avec les principes définis par la Direction des Risques de CDC IXIS :

- approche centrée sur la notion de « source de risques » croisée avec celle de processus métier marchés (notamment pour faciliter l'évaluation de leurs risques par les opérationnels) ;
- réalisation de l'auto-évaluation par les opérationnels à partir de questionnaires déclinés par filières d'activité.

La démarche mise en œuvre par le groupe projet s'est traduite par :

- le découpage de l'ensemble des activités de CDC IXIS Capital Markets ;
- la conduite d'entretiens avec tous les services opérationnels concernés pour remplir les questionnaires (par source de risque, détermination des niveaux de gravité et de degré de maîtrise des risques, validation des contenus) ;
- la constitution d'une base de données dynamique contenant l'ensemble des éléments collectés ;
- l'établissement des cartographies des risques opérationnels.

L'auto-évaluation des risques opérationnels potentiels a fourni une première nomenclature des processus et des causes de défaillance. Cette nomenclature est normalisée afin de

permettre des échanges avec le Groupe IXIS et la place : elle comporte de ce fait trois niveaux, le niveau CDC IXIS Capital Markets, le niveau CDC IXIS et le niveau « Bâle ».

Plans d'actions et indicateurs

L'analyse des cartographies permet l'identification des zones de fragilité dans l'entreprise. Elle sert de support décisionnel à la mise en œuvre de plans d'actions, qui peuvent être de deux types : curatifs ou préventifs.

Le groupe projet propose ainsi divers plans d'actions au Comité de pilotage, qui sélectionne les plus pertinents pour mise en œuvre.

La base de données incidents

L'allocation de fonds propres au titre du risque opérationnel nécessite de disposer d'une estimation *quantitative* des risques opérationnels. C'est à ce titre que s'effectue la mise en place d'un outil de collecte des risques opérationnels (montant et fréquence des pertes), développé au niveau fédéral par CDC IXIS. La nomenclature à trois niveaux – métier/CDC IXIS/Bâle – permet le renseignement de la base de manière normalisée.

Les statistiques tirées de la base de données incidents permettront de quantifier le montant de fonds propres à allouer à la couverture du risque opérationnel, selon trois méthodes de calcul :

- calcul d'une « VaR de risques opérationnels », pour les incidents les plus fréquents (approche par un modèle de distribution de pertes) ;
- à partir d'un modèle de mesure interne, pour les incidents les moins fréquents ; ce modèle combine la probabilité d'occurrence de l'événement, les pertes estimées dans ce

cas, un indicateur d'exposition et un coefficient de pondération qui sera fixé par le comité de Bâle, après une confrontation de Place des premiers résultats des mesures ;

- ou encore à partir d'une allocation *a priori* des fonds propres, résultant du scoring des lignes de métier. Cette allocation est ajustée dans le temps en fonction de l'efficacité constatée des plans d'actions.

Le déploiement au sein de CDC IXIS Capital Markets de la première version de la base incidents sur un site pilote est prévu au cours du premier trimestre 2003.

La collecte des incidents en vue du calibrage des modèles de calcul se déroulera sur une période de 3 ans, de 2003 à 2006 (un minimum de trois ans d'historique étant nécessaire).

La couverture des risques par voie d'assurance

Parallèlement à cette démarche, CDC IXIS Capital Markets a défini de longue date une politique de couverture par voie d'assurance de ses risques juridiques et opérationnels. Ainsi, outre les polices contractées pour garantir ses différents locaux et leur contenu, la société bénéficie, tant pour le compte de son siège que de ses succursales, d'un programme d'assurance mondial contre les risques de responsabilité civile professionnelle, de fraude et de détournement. ■

Risques opérationnels

En 2002, CDC IXIS Capital Markets a procédé à la cartographie complète de ses risques opérationnels.

Une veille permanente

Contrôle interne

La fonction de contrôle interne veille au respect des exigences prudentielles liées au statut d'établissement de crédit de CDC IXIS Capital Markets et aux obligations inhérentes à la prestation de services d'investissement. Dotée d'une équipe spécialisée sur les opérations de marchés, elle assure un contrôle périodique de proximité sur des activités et montages complexes.

Rattachée directement au Président du Directoire, la fonction de contrôle interne a pour missions :

- de s'assurer de la robustesse des processus de management des risques, de contrôle et de *compliance* ;
- de veiller au développement sécurisé des nouveaux produits ;
- de vérifier régulièrement l'état de mise en œuvre des recommandations formulées, et leur traduction concrète dans les modes de fonctionnement opérationnels.

Guidés par une approche fondée sur l'importance du risque encouru, les travaux réalisés font appel à plusieurs types d'intervention, les uns s'attachant aux analyses de fond, les autres recherchant prioritairement la réactivité vis-à-vis des évolutions d'activités, de systèmes et de réglementations :

- missions d'audit, conduites le plus souvent suivant un axe *front-to-back-comptabilité* ;
- contrôles rapides, déclenchés périodiquement sur la base d'indicateurs propres et des reportings des fonctions support, permettant notamment de s'assurer de l'efficacité des dispositifs de contrôle permanents déployés au sein des activités ;
- actions préventives, par la présence aux réunions de certains comités internes et par l'impulsion donnée à la définition de règles et au renforcement de points de contrôle dans des procédures à caractère transversal.

Priorités 2002

En 2002, l'activité du Contrôle interne a privilégié la prévention des risques opérationnels, l'encadrement des risques de marchés dans les filières et succursales, notamment pour les activités récentes ou connaissant une évolution marquée, et l'analyse spécifique de certains processus transversaux complexes (fonction agent de calcul sur les émissions structurées, position de change).

Prévention des risques opérationnels

L'équipe du Contrôle interne s'est fortement impliquée dans l'établissement de la cartographie des risques opérationnels des activités de marchés, dans le cadre de la démarche initiée par la Direction des Risques de CDC IXIS pour les différents métiers de la banque d'investissement.

Parallèlement, plusieurs process ont fait l'objet d'une analyse approfondie, comme par exemple les *Tri-Party Repo*, ou encore les confirmations d'opérations sur produits dérivés.

L'identification de sources de risques conduit à l'adoption de plans d'actions. Les résultats de ces travaux sont pris en compte pour le développement de bases incidents et pour la mise en place d'indicateurs de suivi, ces derniers incluant les diligences anti-blanchiment.

Encadrement des risques de marchés

À l'instar des années précédentes, les dispositifs d'encadrement des risques de plusieurs activités (par exemple, options hybrides dérivés/change, swaps hybrides actions) ont été passés en revue (procédures de définition et de suivi des limites, de mesure et de contrôle des risques). S'agissant plus spécifiquement des succursales, ont été vérifiés le fonctionnement en ligne de métier mondiale et la maîtrise par Paris de l'exercice des activités.

Des contrôles ciblés ont été réalisés sur l'encadrement des relations avec les contre-

parties et les intermédiaires (référentiel tiers, contrats-cadres, courtages).

Lors des missions de contrôle, le respect des règles déontologiques applicables aux activités a été systématiquement examiné.

Coordination avec le réseau d'audit Groupe

Dans un souci d'homogénéisation des outils, le Contrôle interne s'est inscrit dans le développement de la méthodologie d'évaluation et de cartographie des risques élaborée par l'Inspection générale de CDC IXIS.

La participation aux groupes de travail du Groupe (référentiel d'audit, méthode de conduite des missions) s'est poursuivie.

Les principales conclusions des audits et contrôles ont été périodiquement portées à la connaissance du Comité des comptes et du Contrôle interne, chargé de veiller à la qualité du système de contrôle interne dans toutes ses composantes et d'en rendre compte au Conseil de surveillance.

En 2003, l'action du Contrôle interne privilégiée notamment :

- l'organisation des back offices et leur adaptation à la croissance et à la complexité des activités traitées ;
- le processus de validation indépendante des modèles des front offices.

Les nouvelles activités et les nouveaux produits continueront à faire l'objet de suivis réguliers.

La déontologie

Une présence renforcée

Composé de cinq personnes au début de l'année 2002, le service de la déontologie en comptait sept à la fin de l'exercice. Le développement des activités de structuration sur les produits de taux a en effet rendu nécessaire la création de deux postes supplémentaires, dont un poste de déontologue dans la salle des marchés de taux.

Le positionnement du service de la déontologie dans les processus de décision s'est encore amélioré en 2002, grâce à une participation active et très en amont dans la préparation des opérations complexes.

Lutte contre le blanchiment

Le service a poursuivi en 2002 les efforts en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux. Ces efforts se sont notamment traduits par :

- la formation de plus de 250 opérateurs des salles des marchés et des back offices ;
- le lancement d'un chantier informatique de surveillance automatisée des opérations ;
- la généralisation à l'ensemble des succursales (Londres, Francfort et Tokyo) de la procédure de référencement préalable des clients, mise en place en 2001 par une cellule spécialisée. Cette procédure s'applique désormais également à la filiale CDC IXIS Securities, et a en outre été étendue aux partenaires et autres cocontractants de CDC IXIS Capital Markets.

Les autres missions

Le service de la déontologie a continué à veiller à la séparation des activités pouvant être en conflit d'intérêt, participant à l'adoption d'une nouvelle organisation.

Afin de sensibiliser encore davantage les collaborateurs aux règles déontologiques, les principaux textes régissant la matière, le Code de déontologie de la société, et notamment les documents de formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux, sont désormais en ligne sur l'Intranet de l'entreprise.

Parallèlement à ces chantiers spécifiques, le service a poursuivi l'ensemble de ses missions récurrentes, notamment de coordination avec les succursales, de suivi des déclarations du personnel et de participation aux travaux de Place. ■

Lutte contre le blanchiment :

formation de plus de **250** opérateurs en 2002.

7 personnes se consacrent entièrement à la déontologie au sein de CDC IXIS Capital Markets.



Ressources humaines

Maintien d'un haut niveau de compétences

Au 31 décembre 2002, CDC IXIS Capital Markets et sa filiale CDC IXIS Securities employaient 933 collaborateurs sous contrat à durée indéterminée, contre 829 en fin d'année précédente. Les équipes informatiques et de back office, employées en CDI par des structures non comprises dans le périmètre de consolidation, s'élevaient pour leur part à 267 à la clôture de l'exercice, contre 254 au 31 décembre 2001.

Ce renforcement des effectifs est principalement dû au transfert à CDC IXIS Capital Markets du personnel de la Direction des activités de marchés de la CNCEP : 70 personnes, dont 42 sur le front office et 28 sur le back office.

Au cours de l'année 2002, les effectifs consolidés de Paris ont ainsi progressé de 13,3 %, passant de 692 à 777 personnes. Ceux des succursales sont restés stables à périmètre égal. La réorganisation de la structure de Francfort entre CDC IXIS et CDC IXIS Capital Markets a accru les effectifs de la succursale des marchés de 16 personnes (principalement par l'intégration des équipes comptables et de contrôle des risques).

Afin de favoriser l'intégration de ses nouveaux collaborateurs, CDC IXIS Capital Markets s'est attaché à maintenir un programme de formation soutenu, notamment en anglais et sur des thématiques précises, voire pointues, touchant par exemple à la titrisation, à l'implémentation de systèmes d'information (Summit) ou à la déontologie

(lutte contre le blanchiment). Au total, environ 8 400 heures de formation ont été dispensées aux personnels de CDC IXIS Capital Markets au cours de l'année 2002.

Deux accords significatifs ont été signés en 2002, l'un concernant l'accord d'intéressement, l'autre un accord de participation pour l'ensemble du Groupe CDC IXIS. ■

Ventilation des effectifs par catégories socioprofessionnelles

Cadres	704
Techniciens supérieurs	28
Employés	45
Total effectifs France	777
Effectifs hors France	156
Total effectifs	933

933
collaborateurs
contre 829 en 2001.

**Intégration
de 70
personnes**
venant de la Direction
des activités de
marchés de la CNCEP.

Les systèmes d'information et le back office

Sécurité et fiabilité

L'année 2002 a été marquée par la fiabilisation et l'optimisation de l'infrastructure technique de CDC IXIS Capital Markets. Dans cette optique, de nombreux travaux d'évolution ont été menés : sur les serveurs, avec la rationalisation des architectures et l'augmentation des puissances de calcul ; sur le réseau, avec la mise en place d'un lien « haut débit » entre les implantations de Londres, Paris et Francfort ; sur les postes de travail, avec la migration sous XP® et la mise en place de l'architecture Kobra® temps réel ; et sur les applications proprement dites, avec notamment la migration de l'ensemble des applications SUMMIT® en version 3.

Parallèlement, les travaux de finalisation du Plan de Continuité des Activités se sont poursuivis en 2002. Ils ont conduit à une nouvelle contractualisation avec le prestataire de secours, ainsi qu'à la mise au point des procédures de gestion de crise.

Évolutions des systèmes d'information et perspectives

Les développements e-business (site Internet, marchés électroniques), en particulier tournés vers les Caisses d'Épargne, se sont poursuivis cette année et entreront dans une phase de stabilisation et de maintenance sur 2003.

Les travaux, menés en 2002, ont aussi permis de finaliser l'intégration des équipes issues de la CNCEP et de reprendre les opérations

apportées dans le système d'information de CDC IXIS Capital Markets, en particulier au niveau back office.

La filière « Valeurs Mobilières » a connu en 2002 la première étape d'une modernisation profonde avec, tout d'abord, la mise en production du second lot de la plate-forme de middle office (SUMMIT Bonds M/O), puis le démarrage du premier lot de la plate-forme back office (SUMMIT Bonds B/O pour la partie TCN). Ces deux outils, qui permettent d'optimiser les traitements des opérations par des fonctions STP (*Straight Through Processing*), ont conduit à une révision des processus et de l'organisation du travail. Totalement intégrées au système d'information global de CDC IXIS Capital Markets, ces applications renforcent la cohérence entre stratégie métiers et systèmes d'information.

La refonte de la chaîne informatique du back office « Actions » sera lancée en 2003 pour la partie opérations de gré à gré et Prêts/Emprunts. Ces chantiers d'ampleur mobiliseront fortement les équipes informatiques, front office et back office. ■



Perspectives 2003

CDC IXIS Capital Markets poursuivra son développement en tant que multi-spécialiste sur des métiers à forte valeur ajoutée et s'attachera à renforcer ses alliances internationales.

Les années 2001 et 2002 ont mis en évidence la capacité de résistance de CDC IXIS Capital Markets dans des conditions de marché défavorables, qui risquent de perdurer pendant une grande partie de 2003.

Le Groupe CDC IXIS Capital Markets poursuivra son développement en tant que multi-spécialiste, principalement en Europe, sur des segments de clientèle précis et sur une sélection de métiers à forte valeur ajoutée.

Après avoir mené un rythme soutenu d'investissements, en hommes et en informatique, pendant deux ans, les efforts porteront sur la rentabilisation de ces investissements. Le développement commercial externe, notamment à l'international, et l'innovation en matière de produits et de services constitueront à ce titre les deux objectifs prioritaires de 2003.

Comme en 2002, la maîtrise des coûts constituera un enjeu majeur.

Dans le prolongement de 2002, le Groupe CDC IXIS Capital Markets approfondira le développement des services rendus aux Caisses d'Épargne. Il continuera à développer des synergies entre les différents métiers du pôle « Marchés et Financements » de CDC IXIS, grâce à une collaboration étroite des équipes, notamment dans le domaine du financement aux grands corporates et dans le secteur des collectivités locales.

CDC IXIS Capital Markets s'attachera en outre à poursuivre et à renforcer ses alliances internationales, tout particulièrement avec le partenaire BCEEL et avec la Banque IMI.

L'augmentation des volumes et la complexification des opérations constitueront autant de nouveaux défis à relever par le back office et les fonctions support. Les équipes informatiques poursuivront leur accompagnement des travaux de refonte de la chaîne de back office « Valeurs Mobilières », notamment sur la filière Actions. À l'instar de toutes les banques, les équipes de CDC IXIS Capital Markets prépareront la mise en œuvre des règles dites de Bâle 2 et du futur passage aux normes IAS.

Enfin, les fonctions supports se mobiliseront pour la dernière phase du chantier « Austerlitz », qui se conclura par le déménagement et l'installation des équipes de CDC IXIS Capital Markets dans leurs nouveaux locaux en cours d'année. ■

Informations relatives au capital social

Montant du capital, titres émis :

Le capital social est de 457 500 000 euros, divisé en 30 000 000 actions d'une valeur nominale de 15,25 euros chacune, toutes de même catégorie.

Les actions sont obligatoirement nominatives. Toutes transmissions à des tiers nécessitent une demande d'agrément notifiée à la société.

- Capital autorisé non émis : néant.
- Plan de stock option : néant.
- Autres titres donnant accès au capital : néant.
- Nantissement ou garantie sur capital : néant.

Évolution du capital depuis la constitution

ANNÉE	NATURE DE L'OPÉRATION	MONTANT DES VARIATIONS DU CAPITAL		MONTANTS SUCCESSIFS DU CAPITAL	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONNAIRES	NOMINAL
		Capital	Prime			
Constitution	Apport en numéraire	5 000 000 francs	-	5 000 000 francs	50 000	100 francs
29/06/90	Apport en nature	8 000 000 francs	-	13 000 000 francs	130 000	100 francs
28/05/96	Apport en numéraire	2 987 000 000 francs	-	3 000 000 000 francs	30 000 000	100 francs
01/09/01	Conversion du capital en euros et incorporation de réserve	152 948,30 euros	-	457 500 000 euros	30 000 000	15,25 euros

Répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années

ACTIONNAIRE	SITUATION AU 31/12/2002			SITUATION AU 31/12/2001			SITUATION AU 31/12/2000		
	NOMBRE D'ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE	NOMBRE D'ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE	NOMBRE D'ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE
CDC IXIS*	30 000 000	100	100	29 999 993	> 99,99	> 99,99	24 029 991	< 80,1	< 80,1
CNCEP	-	-	-	-	-	-	5 970 000	19,9	19,9
Autres**	-	-	-	7	% n.s.	% n.s.	9	% n.s.	% n.s.
TOTAL	30 000 000	100	100	30 000 000	100	100	30 000 000	100	100

* CDC IXIS est le nom commercial de la société CDC Finance - CDC IXIS.

** Membres du Conseil de surveillance.

- Droit de vote double : néant.
- À la connaissance de la société, aucun pacte d'actionnaire n'a été conclu.

Informations relatives aux mandataires sociaux

Membres du Directoire

Exercice 2002

MONSIEUR ANTHONY ORSATELLI

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Membre du Directoire (depuis le 29 mai 2002) ; Responsable du pôle Marchés et Financements
SOGOPOSTE	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
MÉTIER GARANTIE FINANCIÈRE			
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY	SA	F	Censeur depuis le 18 octobre 2002 ; auparavant Président du Conseil de surveillance (démission le 25 septembre 2002)
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY EUROPE	SA	F	Censeur depuis le 18 octobre 2002 ; auparavant Président du Conseil de surveillance (démission le 25 septembre 2002)
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY HOLDING	SA	F	Censeur depuis le 18 octobre 2002 ; auparavant Membre du Conseil de surveillance (démission le 25 septembre 2002)
CIFG NORTH AMERICA INC.		USA	Administrateur
CIFG SERVICES INC.		USA	Administrateur
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENT			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Président du Directoire ; Directeur des fonctions centrales
CDC IXIS LCF ROTHSCHILD MIDCAPS	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS SECURITIES	SA	F	Président du Conseil de surveillance
FILINKS	SAS	F	Membre du Comité de surveillance (démission le 19 décembre 2002)
CDC COMMERCIAL PAPER CORP.		USA	Président
CDC DERIVATIVES INC.		USA	Président
CDC FINANCIAL PRODUCTS INC.		USA	Président
CDC FUNDING CORP.		USA	Président
CDC INVESTMENT MANAGEMENT CORP.		USA	Administrateur (démission en mai 2002)
CDC IXIS CAPITAL MARKETS NORTH AMERICA		USA	Président
CDC IXIS NORTH AMERICA		USA	Administrateur
CDC MORTGAGE CAPITAL INC		USA	Président
CDC MUNICIPAL PRODUCTS INC.		USA	Président
CDC SECURITIES INC.		USA	Administrateur
CDC SERVICING INC.		USA	Président
NEXGEN FINANCIAL HOLDING LIMITED		IRL	Président du Conseil (depuis le 11 décembre 2002)
NEXGEN RE LIMITED		IRL	Président du Conseil (depuis le 11 décembre 2002)

PÔLE GESTION D'ACTIFS

CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CDC IXIS PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT PART'COM	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 12 février 2002)

PÔLE SERVICES BANCAIRES ET TITRES

CDC IXIS GMBH		DE	Membre du Conseil de surveillance (démission le 1 ^{er} juillet 2002)
---------------	--	----	---

Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC

SOLSTICE	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 21 février 2002)
CDC SP	SICAV	LUX	Président du Conseil d'administration

Autres mandats et fonctions dans des sociétés

CIF EUROMORTGAGE	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
GIMAR FINANCE	SCA	F	Représentant permanent de CDC IXIS Capital Markets au Conseil de surveillance
ECUREUIL INVESTISSEMENTS	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 21 février 2002)
EMERGENCE EURO POSTE	SICAV	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil d'administration (fin de mandat le 25 février 2002)
THESORA	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 21 février 2002)
TRESOR REAL	SICAV	F	Président du Conseil d'administration (démission le 21 février 2002)

Rémunérations et avantages perçus en 2002 au titre du mandat et des fonctions exercés au sein de CDC IXIS Capital Markets : 637 194,29 €.

Exercice 2002

MONSIEUR ALAIN PRÉVOT

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			

PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENT

CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Directoire ; Directeur Général ; Secrétaire Général
FILINKS	SAS	F	Vice-Président du Comité de surveillance (démission le 19 décembre 2002)
LILLEREAU	SA	F	Liquidateur
ARAMIS MANAGEMENT COMPANY		LUX	Administrateur
CDC IXIS CAPITAL MARKETS NORTH AMERICA		USA	Administrateur

PÔLE SERVICES BANCAIRES ET TITRES

CDC IXIS GMBH		DE	Membre du Conseil de surveillance (démission le 1 ^{er} juillet 2002)
---------------	--	----	---

Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC

CDC SP	SICAV	LUX	Membre du Conseil d'administration
--------	-------	-----	------------------------------------

Autres mandats et fonctions dans des sociétés : néant

Rémunérations et avantages perçus en 2002 au titre du mandat et des fonctions exercés au sein de CDC IXIS Capital Markets : 183 918,10 €.

Exercice 2002

MONSIEUR NICOLAS FOURT

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			

PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENT

CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Directoire ; Co-Responsable du Front office
CDC IXIS SECURITIES	SA	F	Représentant permanent de CDC IXIS Capital Markets au Conseil de surveillance
CDC IXIS LCF ROTHSCHILD MIDCAPS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
FILINKS	SAS	F	Président du Comité de surveillance (démission le 19 décembre 2002)
MARTIGNAC FINANCE	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CDC FINANCIAL PRODUCTS INC.		USA	Administrateur
CDC IXIS CAPITAL MARKETS NORTH AMERICA		USA	Administrateur
CDC MORTGAGE CAPITAL INC.		USA	Administrateur
CDC SECURITIES INC.		USA	Administrateur
ICMOS IRELAND LTD		IRL	Directeur
ICMOS PANGAEA GLOBAL HEDGE FUND PLC		IRL	Directeur
NEXGEN FINANCIAL HOLDING LIMITED		IRL	Directeur suppléant
NEXGEN RE LIMITED		IRL	Directeur suppléant

Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC

CDC SP	SICAV	LUX	Membre du Conseil d'administration
--------	-------	-----	------------------------------------

Autres mandats et fonctions dans des sociétés : néant

Rémunérations et avantages perçus en 2002 au titre du mandat et des fonctions exercés au sein de CDC IXIS Capital Markets : 777 587,68 €.

Exercice 2002

MONSIEUR BERNARD MIGUS

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENT			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Directoire ; Co-Responsable du Front office
CDC IXIS SECURITIES	SA	F	Président du Directoire
CDC IXIS LCF ROTHSCHILD MIDCAPS	SA	F	Représentant permanent de CDC IXIS Securities au Conseil de Surveillance
FILINKS	SAS	F	Membre du Comité de surveillance (démission le 19 décembre 2002)

Autres mandats et fonctions dans des sociétés : néant

Rémunérations et avantages perçus en 2002 au titre du mandat et des fonctions exercés au sein de CDC IXIS Capital Markets et de CDC IXIS Securities : 777 893,28 €.

Membres du Conseil de surveillance

Exercice 2002

MADAME ISABELLE BOUILLOT

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Président du Directoire ; Directeur des fonctions centrales
SOGOPOSTE	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance (fin de mandat le 24 septembre 2002)
MÉTIER GARANTIE FINANCIÈRE			
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY HOLDING	SA	F	Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY NORTH AMERICA INC.		USA	Président
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS SECURITIES	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance
CDC IXIS NORTH AMERICA		USA	Président
PÔLE GESTION D'ACTIFS			
ANATOL INVEST	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration (fin de mandat le 17 octobre 2002)
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance et Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance
IXIS AEW EUROPE (EX-CDC IXIS IMMO)	SA	F	Membre du Conseil d'administration (depuis le 25 novembre 2002 ; auparavant Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance)
CDC IXIS PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance
CDC IXIS PRIVATE EQUITY	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration
FONCIÈRE DES PIMONTS (cotée)	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration (fin de mandat le 27 septembre 2002)
SPID	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration (fin de mandat le 3 février 2003 suite à radiation de la société)
CDC IXIS AM US CORPORATION		USA	Administrateur
Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT C3D	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 24 septembre 2002)
CDC IXIS ITALIA HOLDING	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance
CNP ASSURANCES (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
COMPAGNIE FINANCIÈRE EULIA	SA	F	Membre du Conseil d'administration (depuis janvier 2002)
SOLSTICE	SICAV	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil d'administration (fin de mandat le 6 mars 2002)
SOCIÉTÉ DE GESTION DE CDC EURO OBLIGATIONS		LUX	Président du Conseil d'administration, Représentant permanent de la CDC
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
ACCOR (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CNCEP	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil de surveillance
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN (cotée)	SA	F	Membre du Conseil d'administration
SANPAOLO IMI (cotée)	ITA		Administrateur (depuis mars 2002)

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR GÉRARD BARBOT

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Membre du Directoire ; Directeur Général ; Directeur des fonctions supports et pilotage
SOGEPOSTE	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
MÉTIER GARANTIE FINANCIÈRE			
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY HOLDING	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY	SA	F	Représentant permanent de CDC IXIS Financial Guaranty Holding au Conseil de surveillance
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY EUROPE	SA	F	Représentant permanent de CDC IXIS Financial Guaranty au Conseil de surveillance
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY SERVICES INC. CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY NORTH AMERICA INC.		USA	Administrateur
		USA	Vice-Président
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS NORTH AMERICA		USA	Administrateur
PÔLE GESTION D'ACTIFS			
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Président du Conseil de surveillance
IXIS AEW EUROPE (EX-CDC IXIS IMMO)	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration (depuis le 25 novembre 2002 ; auparavant Membre du Conseil de surveillance)
CDC IXIS PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance
CDC TRESOR	SA	F	Président du Conseil d'administration
VEGA FINANCE	SA	F	Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS AM DEUTSCHLAND		DE	Administrateur (démission le 30 janvier 2002)
CDC IXIS AM US CORPORATION		USA	Administrateur
CDC IXIS AM US LLC		USA	Administrateur
Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
CDC HOLDING FINANCE (EX-SODEVE)	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 21 janvier 2002)
CDC IXIS ITALIA HOLDING	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance (démission le 17 septembre 2002)
CNP ASSURANCES (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CDC INVESTMENT FUND		LUX	Administrateur
CDC ARBITRAGE FUND		LUX	Membre du Conseil d'administration
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CNCEP	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
ECUREUIL GESTION	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR RAYMOND KIRSCH

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Représentant permanent de la BCEEL au Conseil de surveillance
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
BCEEL		LUX	Directeur Général ; Président du Comité de direction
CARGOLUX		LUX	Administrateur
COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE TÉLÉDIFFUSION		LUX	Administrateur
LUXAIR		LUX	Administrateur
SES GLOBAL		LUX	Administrateur
SOCIÉTÉ DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG		LUX	Administrateur

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : 3 200 €

Exercice 2002

MONSIEUR DANIEL LEBÈGUE

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Président du Conseil de surveillance
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil de surveillance (démission le 17 février 2003)
PÔLE GESTION D'ACTIFS			
CDC IXIS PRIVATE EQUITY	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 16 décembre 2002)

Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT C3D	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil d'administration (fin de mandat le 16 janvier 2003)
CDC HOLDING FINANCE (EX- SODEVE)	SA	F	Membre du Conseil d'administration (du 26 août au 16 décembre 2002, date de démission) ; auparavant Président du Conseil d'administration (jusqu'au 26 août 2002)
CNP ASSURANCES (cotée)	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil de surveillance (fin de mandat le 16 janvier 2003)
COMPAGNIE FINANCIÈRE EULIA	SA	F	Président du Conseil d'administration (démission le 16 décembre 2002)

Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
AREVA (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CLUB MED (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 29 mars 2002)
CNCEP	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 16 décembre 2002)
DEXIA (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 4 juillet 2002)
THALES (cotée)	SA	F	Membre du Conseil d'administration

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR ANTOINE LISSOWSKI

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
----------	-------	------	-------------------

Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS

CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Membre du Directoire (depuis le 29 mai 2002), Directeur Financier
----------------------	----	---	--

MÉTIER GARANTIE FINANCIÈRE

CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY HOLDING	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY	SA	F	Président du Conseil de surveillance (depuis le 25 septembre 2002)
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY EUROPE	SA	F	Président du Conseil de surveillance (depuis le 25 septembre 2002)
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY SERVICES INC.		USA	Administrateur (depuis novembre 2002)
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY NORTH AMERICA INC.		USA	Administrateur (depuis novembre 2002)

PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS

CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
MARTIGNAC FINANCE	SA	F	Président du Conseil de surveillance
CDC IXIS NORTH AMERICA		USA	Administrateur

PÔLE GESTION D'ACTIFS

ANATOL INVEST	SA	F	Membre du Conseil d'administration
IXIS AEW EUROPE (EX-CDC IXIS IMMO)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission d'office le 25 novembre 2002)
CDC IXIS PRIVATE EQUITY	SA	F	Membre du Conseil d'administration
MAGNANT	SA	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration
PART'COM	SA	F	Membre du Conseil d'administration
SPID	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 12 juillet 2002)
CDC IXIS AM US CORPORATION		USA	Administrateur

Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
CDC HOLDING FINANCE (EX-SODEVE)	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 21 janvier 2002)
CDC IXIS ITALIA HOLDING	SA	F	Président du Directoire (démission le 11 juillet 2002)
SOCIÉTÉ FONCIÈRE MOGADOR	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil d'administration

Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CNCEP	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
ECUREUIL ACTIONS FUTUR	SICAV	F	Représentant permanent de CDC Finance-CDC IXIS au Conseil d'administration (fin de mandat le 6 juin 2002)
ECUREUIL CAPITALISATION	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 22 mai 2002)
ELANCIEL EURO	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 22 mai 2002)
ELANCIEL FRANCE	SICAV	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 22 mai 2002)

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR NICOLAS MERINDOL

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE – CDC IXIS	SA	F	Membre du Conseil de Surveillance (depuis le 28 février 2002)
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (depuis mars 2002)
MARTIGNAC FINANCE	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance
PÔLE GESTIONS D'ACTIFS			
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
A3C	SAS	F	Représentant de la CNCEP au Conseil d'administration
ARESE	SA	F	Membre du Conseil d'administration
COMPAGNIE FINANCIÈRE EULIA	SA	F	Membre du Conseil d'administration
INGEPAR	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CNCEP	SA	F	Membre du Directoire
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
ECUREUIL MONÉTAIRE	SICAV	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration
GRUPEMENT D'ACHATS DES CE OD@CIA	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration
HOLGEST	SA	F	Président du Conseil d'administration
LES ÉDITIONS DE L'ÉPARGNE	SA	F	Membre du Conseil d'administration
REVENUS TRIMESTRIELS	SICAV	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR JEAN SEBEYRAN

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENT			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 1 ^{er} janvier 2002)
PÔLE GESTION D'ACTIFS			
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 1 ^{er} janvier 2002)
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (démission le 28 janvier 2002)
GRUPE GERER	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration (démission le 1 ^{er} janvier 2002)
INGEPAR	SA	F	Président du Conseil d'administration
SOCFIM	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil de surveillance

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : 16 000 €.



Exercice 2002

MONSIEUR PIERRE SERVANT

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Représentant permanent de la Compagnie financière EULIA au Conseil de surveillance (depuis le 28 février 2002 ; auparavant Vice-Président du Conseil de surveillance)
MÉTIER GARANTIE FINANCIÈRE			
CDC IXIS FINANCIAL GUARANTY HOLDING	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil de surveillance
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
PÔLE GESTION D'ACTIFS			
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CDC IXIS PRIVATE EQUITY	SA	F	Membre du Conseil d'administration
Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT C3D	SA	F	Membre du Conseil d'administration
CDC IXIS ITALIA HOLDING	SA	F	Président du Conseil de surveillance
CNP ASSURANCES (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
COMPAGNIE FINANCIÈRE EULIA	SA	F	Directeur général délégué, en charge des finances (depuis janvier 2002)
EGIS	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 11 janvier 2002)
SCIC	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 7 février 2002)
SOCIETE DU GRAND THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSEES SA		F	Membre du Conseil d'administration (démission le 11 janvier 2002)
TRANSDEV	SA	F	Membre du Conseil d'administration (démission le 11 janvier 2002)
CDC DI GMBH		ALL	Président (démission le 31 mai 2002)
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CNCEP	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
CREDIT LOGEMENT	SA	F	Représentant permanent de la CDC au Conseil d'administration (fin de mandat le 19 septembre 2002)

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : néant.

Exercice 2002

MONSIEUR PHILIPPE WAHL

Sociétés	Forme	Pays	Mandats/Fonctions
Mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC IXIS			
CDC FINANCE-CDC IXIS	SA	F	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 28 février 2002)
PÔLE MARCHÉS ET FINANCEMENTS			
CDC IXIS CAPITAL MARKETS	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil de surveillance
PÔLE GESTIONS D'ACTIFS			
CDC IXIS ASSET MANAGEMENT	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil de surveillance
CDC IXIS PRIVATE CAPITAL MANAGEMENT	SA	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil de surveillance
Autres mandats et fonctions dans des sociétés au sein du Groupe CDC			
ALLIANCE ENTREPRENDRE	SA	F	Représentant permanent de Ecoreuil Participations au Conseil d'administration
CNP ASSURANCES (cotée)	SA	F	Membre du Conseil de surveillance
COMPAGNIE FINANCIÈRE EULIA	SA	F	Membre du Conseil d'administration (depuis janvier 2002)
Autres mandats et fonctions dans des sociétés			
CAISSE D'EPARGNE FINANCEMENT	SA	F	Membre du Conseil d'administration
CNCEP	SA	F	Membre du Directoire ; Directeur Général
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE (cotée)	SA	F	Vice-Président du Conseil de surveillance
ECUREUIL ASSURANCE IARD	SA	F	Président du Conseil d'administration (jusqu'en octobre 2002)
ECUREUIL GESTION	SA	F	Président du Conseil de surveillance (jusqu'en août 2002)
ECUREUIL VIE	SA	F	Président du Conseil d'administration (jusqu'en octobre 2002)
HOLASSURE	SA	F	Président Directeur général
LA MUTUELLE DU MANS ASSURANCES IARD (MMA IARD)	MUT	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration
LA MUTUELLE DU MANS ASSURANCES VIE	MUT	F	Représentant permanent de la CNCEP au Conseil d'administration
SOPASSURE	SA	F	Président Directeur général

Jetons de présence perçus en 2002 au titre du mandat exercé au sein de CDC IXIS Capital Markets : 9 600€.

Projets de résolutions soumis à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de CDC IXIS Capital Markets du 14 mai 2003

Le Directoire propose aux actionnaires, réunis en Assemblée générale ordinaire :

- d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2002, qui ont fait l'objet d'une certification sans réserve par les Commissaires aux comptes ;
- d'approuver la convention réglementée conclue au cours de l'exercice 2002, qui a été préalablement autorisée par le Conseil de surveillance et est présentée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- d'approuver le projet d'affectation du résultat consistant, après dotation de 5 % à la réserve légale, en l'inscription en compte de report à nouveau de la totalité du bénéfice distribuable, soit 105 592 068,40 euros ;
- d'allouer aux membres du Conseil de surveillance des jetons de présence d'un montant total de 20 800 euros au titre de l'exercice 2002 ;
- de transférer le siège social dans le même département.

Texte des projets de résolutions

Première résolution

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la présentation du rapport du Directoire et la lecture des rapports du Conseil de surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2002 tels qu'ils lui ont été présentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la présentation du rapport du Directoire, et la lecture des rapports du Conseil de surveillance et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2002 tels qu'ils lui ont été présentés.

Troisième résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce, et après avoir constaté pour la convention soumise à son approbation que le quorum atteint est supérieur au quart des actions ayant droit de vote, l'Assemblée générale ordinaire approuve, dans les conditions de l'article L.225-88 dudit code, la convention qui y est mentionnée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale ordinaire décide de ne pas procéder à une distribution de dividende mais d'affecter en totalité le résultat de l'exercice en report à nouveau après dotation de la réserve légale, à savoir :

Détermination du bénéfice distribuable

Bénéfice de l'exercice 2002	90 614 206,31 €
Dotation de 5 % à la réserve légale	(4 530 710,32) €
Report à nouveau antérieur	19 508 572,41 €

Bénéfice distribuable 105 592 068,40 €

Affectation du bénéfice distribuable

Solde en report à nouveau	105 592 068,40 €
---------------------------	------------------

Au cours des trois derniers exercices, les dividendes suivants ont été mis en distribution :

- Distribution en 2000 : dividende de 247 800 000 francs assorti d'un avoir fiscal de 123 900 000 francs (décision de l'Assemblée générale du 19 mai 2000, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1999).
- Distributions en 2001 :
 - dividende de 364 800 000 francs assorti d'un avoir fiscal de 182 400 000 francs (décision de l'Assemblée générale du 23 mai 2001, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000) ;
 - acompte sur dividende de 94 000 000 € assorti d'un avoir fiscal de 47 000 000 € (délibération du Directoire en date du 18 décembre 2001).
- Distribution en 2002 : dividende de 27 200 000 € assorti d'un avoir fiscal de 13 600 000 € (décision de l'Assemblée générale du 17 mai 2002, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001).

Cinquième résolution

L'Assemblée générale ordinaire fixe à 20 800 euros le montant total des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance au titre de l'exercice 2002.

Sixième résolution

L'Assemblée générale ratifie la décision du Conseil de surveillance visant à transférer dans le même département le siège social de la société du 51, rue de Lille – 75007 Paris au 47, quai d'Austerlitz – 75648 Paris Cedex 13.

Septième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente Assemblée générale ordinaire pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi au titre des présentes résolutions. ■





ÉLÉMENTS FINANCIERS

INTRODUCTION

RAPPORT DE GESTION

ÉLÉMENTS FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDÉS

Bilan consolidé	48
Compte de résultat consolidé	49
Hors bilan consolidé	50
Notes annexes aux comptes consolidés	51
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	73

COMPTES SOCIAUX (EXTRAITS)

Bilan social	74
Compte de résultat social	75
Hors bilan social	76
Notes annexes aux comptes sociaux (extraits)	77
Tableau des résultats des 5 derniers exercices	83

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ

Actif

	NOTES	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES				
Caisse, banques centrales, CCP		10	-	2
Effets publics et valeurs assimilées	4	8 262	7 087	6 436
Créances sur les établissements de crédit	2	55 562	53 836	41 929
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE				
Autres concours à la clientèle	3	7 065	5 294	3 387
Comptes ordinaires débiteurs				
OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES À REVENU FIXE ET VARIABLE				
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	44 203	34 321	36 452
Actions et autres titres à revenu variable	4	3 956	3 801	3 269
PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME				
Participations et activités de portefeuille	6	4	11	5
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	7	50	39	33
COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	5	11 423	6 372	6 057
TOTAL DE L'ACTIF		130 536	110 761	97 570

Passif

	NOTES	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES				
Banques centrales, CCP		13	-	33
Dettes envers les établissements de crédit	8	80 788	71 985	66 375
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE				
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle		-	-	-
Autres dettes envers la clientèle	9	4 203	4 776	2 894
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE				
Bons de caisse		-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	10	12 392	10 737	8 016
Emprunts obligataires	10	1 231	18	32
Autres dettes représentées par un titre		-	-	-
COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	11	30 498	21 928	18 821
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12	47	5	27
DETTES SUBORDONNÉES	13	729	731	726
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		-	14	14
INTÉRÊTS MINORITAIRES (HORS FRBG)		-	-	-
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (HORS FRBG)	14	635	567	632
Capital souscrit		458	458	457
Primes d'émission		10	10	10
Réserves consolidées et autres		71	15	53
Résultat de l'exercice (+/-)		96	84	111
TOTAL DU PASSIF		130 536	110 761	97 570

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

	NOTES	31/12/02 (en M€)	31/12/01 (en M€)	31/12/00 (en M€)
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS				
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit <i>Dont régularisation des intérêts sur compte courant</i>	15	1 626	1 951	1 880
		13	-	-
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	16	160	214	156
+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	17	542	485	484
+ Autres intérêts et produits assimilés		1 488	1 524	1 095
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES				
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	15	(2 571)	(3 178)	(3 267)
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	16	(76)	(100)	(44)
- Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	18	(324)	(412)	(235)
- Autres intérêts et charges assimilées		(2 544)	(2 315)	(806)
REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE	19	16	17	7
COMMISSIONS (PRODUITS)	20	84	92	119
COMMISSIONS (CHARGES)	20	(67)	(61)	(65)
GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	21	1 218	1 463	1 172
GAINS OU PERTES SUR LES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	22	951	722	(17)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	23	(4)	16	8
+ Autres Produits		20	25	20
- Autres charges		(24)	(10)	(12)
PRODUIT NET BANCAIRE		500	416	487
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION		(348)	(317)	(282)
- Frais de personnel	24	(191)	(168)	(154)
- Autres frais administratifs		(184)	(168)	(143)
- Refacturations		26	18	15
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		(17)	(16)	(17)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		136	83	188
COÛT DU RISQUE	25	0	6	(5)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		136	89	183
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	26	0	3	3
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		136	92	186
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	27b	(13)	8	-
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	27a	(40)	(17)	(70)
DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	27b	14	-	(5)
INTÉRÊTS MINORITAIRES		(0)	-	-
RÉSULTAT NET		96	84	111
RÉSULTAT NET PAR ACTION		3,20	2,79	3,70

HORS BILAN CONSOLIDÉ

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
ENGAGEMENTS DONNÉS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
Engagements en faveur d'établissements de crédit	6 191	-	125
Engagements en faveur de la clientèle			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	11 616	11 204	10 869
Engagements d'ordre de la clientèle			
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements donnés	752	837	1 004
ENGAGEMENTS REÇUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
Engagements reçus d'établissements de crédit	13 035	9 000	9 053
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 982	1 982	457
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus	1 789	1 833	1 916
AUTRES ENGAGEMENTS			
Autres engagements donnés	555	893	904
Autres engagements reçus	2 773	2 184	3 126

Note 1

Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

1 - Introduction

Les comptes consolidés sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux comptes consolidés des établissements de crédit conformément aux dispositions du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les dispositions prévues dans le règlement 2000-04 du CRC.

2 - Périmètre et méthode de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe CDC IXIS Capital Markets est inchangé par rapport à l'exercice précédent.

L'organigramme du Groupe CDC IXIS Capital Markets est le suivant :



La filiale CDC IXIS Securities et le GIE informatique CMI sont consolidés en utilisant la méthode de l'intégration globale.

En application des dispositions relatives aux entités ad hoc définies par le règlement CRC 99-07, les entités Clea 2 et Pangaea ont été intégrées globalement dans les comptes consolidés de CDC IXIS Capital Markets pour la première fois au 31 décembre 2002. La consolidation de ces deux entités est sans impact significatif sur les comptes consolidés.

Par ailleurs, en application du paragraphe 101 du règlement 99-07, deux entités ad hoc constituées au cours de l'exercice 2002 ont été exclues du périmètre de consolidation de CDC IXIS Capital Markets dans la mesure où la commercialisation des parts ou titres émis par ces structures est en cours :

- FINALTAÏR (20 M€ restant à placer sur un total de 127,5 M€) ;
- GLASS Funding (80,7 M€ restant à placer sur un total de 130,7 M€).

3 - Règles d'évaluation

3.1 Opérations en devises

Conformément au règlement 89-01 du CRB relatif à la comptabilisation des opérations en devises, les actifs, passifs et engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change comptant du dernier jour de la période.

Les opérations de change à terme qui ne sont pas conclues à titre de couverture sont évaluées au cours du terme restant à courir.

Par ailleurs les reports et déports liés aux opérations de change à terme conclues à titre de couverture, sont rapportés au compte de résultat de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Les résultats sur opérations en devises sont enregistrés sur la base du cours de change en vigueur à la date de leur constatation.

3.2 Créances et dettes sur les établissements de crédit

Les créances et dettes intègrent les comptes ordinaires, les prêts et emprunts et les titres reçus et donnés en pension livrée.

Prêts et emprunts

Ils sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat *pro rata temporis*.

Titres reçus ou donnés en pension livrée

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif en créances sur les établissements de crédit ou en créances sur la clientèle conformément au règlement 89-07 du Comité de la Réglementation Bancaire. De façon symétrique, les titres donnés en pension livrée donnent lieu à la constatation d'une dette.

À la clôture de l'exercice, les titres donnés en pension livrée sont évalués conformément aux règles applicables à la catégorie de portefeuille titres dont ils sont issus.

Les produits et charges sur pensions sont enregistrés *pro rata temporis* dans le compte de résultat de l'exercice.

3.3 Opérations sur titres

Les titres sont évalués selon les règles définies par le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2000-02 du CRC.

Titres de transaction

Les titres de transaction, au sens du règlement 90-01, regroupent l'ensemble des titres à revenu variable ou à revenu fixe qui sont acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance. Lors de leur entrée en portefeuille, les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

Les titres sont évalués au prix du marché. Le solde global des différences d'évaluation est porté au compte de résultat.

Lorsque CDC IXIS Capital Markets est en situation de mainteneur de marché et que le titre fait l'objet d'une rotation suffisante, ces titres peuvent être maintenus en portefeuille de transaction au-delà du délai de six mois conformément aux cas de dérogation prévus par la réglementation. Il en est de même lorsque ces titres s'inscrivent dans le cadre d'une gestion spécialisée en couverture d'instruments évalués en valeur de marché.

Titres de placement

Le portefeuille de titres de placement regroupe les titres à revenu fixe ou variable acquis dans une perspective de détention durable en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Sont également considérés comme titres de placement les titres de transaction reclassés au terme d'une durée de détention supérieure à six mois. Dans ce cas le reclassement est fait au prix du marché du jour du transfert.

Valeurs mobilières à revenu fixe

Elles sont comptabilisées au coût d'achat pied de coupon. La différence entre le coût d'achat et la valeur de remboursement des titres est amortie selon un mode linéaire sur la durée de vie résiduelle des titres. En date d'arrêté, les titres sont valorisés au cours du dernier jour de bourse. Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur de marché d'un ensemble homogène de titres est inférieure au coût d'acquisition corrigé de l'étalement des surcotes et des décotes.

Valeurs mobilières à revenu variable

Elles sont comptabilisées au coût d'achat pied de coupon. En date d'arrêté, les titres sont valorisés au cours du dernier jour de bourse. Les moins-values latentes sont constatées sous forme de provisions pour dépréciation, valeur par valeur.

Titres de créances négociables

et autres valeurs du marché interbancaire

Ces titres et autres valeurs sont comptabilisés à leur valeur nominale. La différence entre la valeur nominale et le prix d'achat est rapportée au résultat selon un mode actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre. Les moins-values latentes sont constatées sous forme de provisions pour dépréciation, valeur par valeur.

Titres d'investissement

Le portefeuille d'investissement regroupe les obligations et autres titres à revenu fixe qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance. Le mode d'amortissement de la surcote-décote varie selon qu'il s'agit de valeurs mobilières ou non.

Valeurs mobilières

Les titres sont comptabilisés au coût d'achat pied de coupon. En date d'arrêté, la différence entre ce coût d'achat et la valeur de remboursement des titres est amortie selon un mode linéaire sur la durée de vie résiduelle des titres.

Titres de créances négociables

et autres valeurs du marché interbancaire

Ces titres et autres valeurs sont comptabilisés à leur montant nominal et la différence entre le prix d'achat et la valeur nominale est amortie selon un mode actuariel sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation, sauf s'il existe un risque de défaillance de l'émetteur des titres.

Prêts et emprunts de titres

Les titres prêtés restent évalués selon les règles du portefeuille d'origine.

Les titres empruntés sont enregistrés, pour leur valeur de marché au jour de l'emprunt, à l'actif du bilan dans la catégorie des titres de transaction et au passif du bilan pour constater la dette de titres à l'égard du prêteur. En date d'arrêté, les titres empruntés et la dette sont évalués au prix de marché.

Les prêts et emprunts de titres garantis par des espèces sont assimilés comptablement à des pensions livrées.

La rémunération relative à un prêt ou un emprunt de titres est enregistrée *prorata temporis* en résultat.

3.4 Instruments financiers à terme et conditionnels

CDC IXIS Capital Markets intervient sur l'ensemble des marchés d'instruments financiers à terme de taux, de change et sur actions ; ces interventions sont réalisées :

- dans le cadre de couvertures affectées ;
- ou dans le cadre d'une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les instruments financiers à terme et conditionnels sont comptabilisés pour leur valeur nominale en hors bilan.

La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion quant à leur utilisation.

Contrats d'échange de taux et de devises

En application du règlement n° 90-15 (modifié par le n° 92-04) du Comité de la Réglementation Bancaire, les contrats d'échange de taux ou de devises et assimilés sont classés selon les catégories suivantes :

- opérations de micro-couverture : le résultat est enregistré de manière symétrique à la constatation du résultat sur l'élément couvert ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction : ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Conformément à la réglementation, cette valeur est corrigée afin de tenir compte des risques de contrepartie évalués selon un modèle interne ainsi que de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Le solde global des différences d'évaluation est porté au compte de résultat.

Autres opérations

Les autres opérations correspondent principalement aux futures et aux options qui relèvent du règlement CRB 88-02.

Les contrats qui n'entrent pas dans le cadre d'une opération de couverture sont évalués à leur valeur de marché. Les gains ou les pertes résultant de l'évaluation des opérations non dénouées à la clôture sont enregistrés en résultat.

Les résultats réalisés sur des opérations de couverture sont rapportés au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert.

Afin de mieux traduire la réalité économique de l'activité, les instruments peu liquides sont également

valorisés à un prix de marché théorique (cf. paragraphe 3.5).

3.5 Valeur de marché

Lorsque les prix de marché des instruments ou les paramètres de valorisation ne font pas l'objet de cotations officielles, des méthodes de valorisation alternatives sont utilisées.

Celles-ci font intervenir un ou plusieurs des éléments suivants : confirmation de prix par des courtiers ou contreparties externes, comparaison avec des transactions réelles et étude par catégories d'émetteurs ou d'instruments.

Dans les cas où la valorisation d'instruments est faite à partir de modèles, ceux-ci intègrent les paramètres qui affectent l'évaluation de ces instruments, notamment la moindre liquidité des marchés concernés, et prennent en compte l'estimation des risques y afférents.

3.6 Titres émis

Les intérêts courus à verser sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des titres concernés.

3.7 Opérations complexes

Les opérations complexes correspondent à des combinaisons synthétiques d'instruments (de type, nature et de modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisés en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite.

Chaque composante de la transaction est comptabilisée suivant la nature juridique des produits sous-jacents.

Le résultat est appréhendé globalement de manière à refléter la nature économique des opérations. La prise en compte de ce résultat dépend de l'intention de gestion :

- les opérations réalisées dans une logique d'adossement voient leur résultat étalé de manière linéaire. En cas de valeur globale de marché négative de l'opération complexe, une provision est constituée ;

- les opérations réalisées dans le cadre d'une gestion de portefeuille de transaction ou dont le résultat est assimilable à une commission de montage voient leur résultat comptabilisé à l'origine. Une décote est appliquée pour tenir compte des frais futurs de gestion et des risques de contrepartie éventuels.

3.8 Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des instruments destinés à transférer d'une contrepartie à une autre le risque de crédit existant sur des actifs, généralement en échange du paiement d'une prime réglée à l'origine ou de manière échelonnée. En cas d'événements prédéfinis dans le contrat de dérivé de crédit (« credit events »), le vendeur de la protection est appelé à payer le coût de la défaillance tel que défini dans le contrat.

Il existe trois catégories de dérivés de crédit ; les *Credit Default Swaps*, les *Total Rate of Return Swaps* et les *Credit Linked Notes* qui sont respectivement assimilables à des options, à des *swaps* et à des titres.

En l'absence de texte comptable spécifique, les dérivés de crédit ont été traités comptablement par analogie avec les opérations auxquelles ils s'apparentent en termes de caractéristiques et de risques (options, *swaps* et titres) et en fonction de l'intention de gestion :

- les opérations réalisées dans une intention de couverture sont évaluées de manière symétrique à l'élément couvert ;
- le résultat des opérations en position ouverte isolée réalisées dans le cadre d'une détention durable est évalué *pro rata temporis* avec provision pour pertes latentes éventuelles. Dans le cas des opérations assimilables à des options, les éventuelles provisions pour moins-values latentes sont déterminées par rapport au montant non étalé de la prime ;
- les opérations réalisées dans une intention de *trading* sont évaluées en valeur de marché avec correctif pour frais futurs de gestion et risque de contrepartie, lorsque la liquidité du marché du dérivé est assurée. Dans le cas contraire, l'évaluation est réalisée par application des règles applicables aux opérations auxquelles les dérivés de crédit s'apparentent :
 - comptabilisation en coût historique,
 - le cas échéant, provision pour dépréciation.

3.9 Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés *pro rata temporis*.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

3.10 Titres de participation et filiales

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix de revient. À la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. Des provisions pour dépréciation sont constituées en cas de perte de valeur durable.

3.11 Succursales à l'étranger

Les comptes des succursales sont intégrés dans les comptes du siège en devise locale. Les résultats sont convertis au cours de change comptant de fin de mois.

3.12 Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les études informatiques relatives à des projets nettement identifiés et dont la faisabilité technique est certaine sont portées en immobilisations incorporelles.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive.

3.13 Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées par des emprunts à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.14 Engagements en matière de retraites

Les indemnités de départ à la retraite font l'objet d'une estimation actuarielle reprise dans les notes annexes et donnant lieu à la constitution d'une provision.

3.15 Impôt sur les sociétés

Ce poste comprend l'impôt courant de l'exercice sous déduction des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt pouvant être utilisés en règlement de l'impôt, ainsi que les impôts différés.

Les différences temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal donnent lieu au calcul d'un impôt différé, selon la méthode du report variable.

Cette méthode consiste à corriger les impôts différés constatés sur les exercices antérieurs des effets des variations de taux d'imposition.

En application de la nouvelle méthodologie sur les comptes consolidés, les différences temporaires sont recensées de façon exhaustive. Les impôts différés actif sont portés en résultat dès lors que leur récupération est probable en vertu du principe de prudence.

Un contrôle fiscal est en cours sur l'entité CDC IXIS Capital Markets. La notification de redressement reçue en 2002 au titre du premier exercice contrôlé a fait l'objet d'une provision pour risques et charges. En outre, les motifs de redressement ont donné lieu à un chiffrage pour les exercices suivants qui a également été provisionné.

À l'exception de la partie non contestée relative à l'exercice notifié qui est incluse dans la charge

d'impôt, la dotation aux provisions pour risques et charges figure en résultat exceptionnel.

3.16 Entités ad hoc

Les entités ad hoc sont des structures créées spécifiquement pour gérer une ou plusieurs opérations pour le compte d'une entreprise.

Conformément aux principes définis dans le règlement CRC 99-07, les entités ad hoc sont comprises dans le périmètre de consolidation de CDC IXIS Capital Markets dès lors que, en substance, CDC IXIS Capital Markets a le contrôle des entités.

Afin d'établir l'existence de ce contrôle, les critères suivants sont utilisés :

- pouvoir de décision et de gestion ;
- capacité de bénéficier de tout ou de la majorité des résultats ;
- exposition à la majorité des risques.

Note 2**Créances sur les établissements de crédit**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Comptes ordinaires débiteurs	9 176,61	7 140,17
Comptes et prêts au jour le jour	5 943,20	2 281,54
Intérêts courus	0,24	0,53
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À VUE	15 120,05	9 422,24
Prêts	5 214,88	6 442,05
Titres reçus en pension livrée (1)	35 013,57	37 814,24
Intérêts courus	213,20	157,80
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À TERME	40 441,65	44 414,09
TOTAL (1)(2)	55 561,70	53 836,33

Dont au 31/12/2002 :

(1) Effets publics et assimilés pour 12 588 millions d'euros.

(2) Créances sur sociétés du Groupe IXIS : 27 679 millions d'euros.

Note 3**Autres concours à la clientèle**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Comptes et prêts au jour le jour	737,83	1 761,71
Intérêts courus	0,08	0,04
CRÉANCES SUR CLIENTÈLE À VUE	737,91	1 761,75
Prêts à terme	3 326,30	855,02
Titres reçus en pension livrée (1)	2 993,60	2 676,18
Intérêts courus	7,34	1,12
CRÉANCES SUR CLIENTÈLE À TERME	6 327,24	3 532,32
TOTAL (2)	7 065,15	5 294,07

Dont au 31/12/2002 :

(1) Effets publics et assimilés pour 665 millions d'euros.

(2) Créances sur sociétés du Groupe IXIS : 12 651 millions d'euros.

Note 4**Opérations sur titres**

	31/12/2002 (en M€)				31/12/2001 (en M€)			
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Total
Fonds d'État	3 613,41	2,74	174,55	3 790,70	3 680,82	2,74	262,36	3 945,92
Bons du Trésor	4 166,49			4 166,49	3 094,49	6,52	39,58	3 140,59
Titres prêtés	305,05			305,05				
Provisions								
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES	8 084,95	2,74	174,55	8 262,24	6 775,31	9,26	301,94	7 086,51
Obligations	23 301,79	7 769,50	4 194,40	35 265,69	15 361,45	4 667,55	2 009,86	22 038,86
Fonds communs de créances	155,62	943,08		1 098,70	612,68	774,48		1 387,16
Titres de créances négociables	4 037,85	25,31		4 063,16	9 763,71	27,28	15,02	9 806,01
Titres prêtés	3 709,41		94,39	3 803,80	1 096,57		3,09	1 099,66
Provisions	-	(26,43)	(1,74)	(28,17)		(10,93)		(10,93)
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	31 204,67	8 711,46	4 287,05	44 203,18	26 834,41	5 458,38	2 027,97	34 320,76
<i>dont titres non cotés</i>	<i>11 497,17</i>	<i>27,53</i>	<i></i>	<i>11 524,70</i>	<i>9 763,73</i>	<i>27,28</i>	<i>15,02</i>	<i>9 806,03</i>
<i>dont titres émis par organismes publics</i>	<i>4 674,80</i>	<i>147,34</i>	<i>995,03</i>	<i>5 817,17</i>	<i>2 132,87</i>	<i>123,60</i>	<i>558,38</i>	<i>2 814,85</i>
Actions	1 627,38	511,32		2 138,70	1 371,65	527,42		1 899,07
Autres titres à revenu variable	1 351,13	335,89		1 687,02	1 537,49	303,93		1 841,42
Titres prêtés	132,66			132,66	62,48			62,48
Provisions		(2,26)		(2,26)		(2,35)		(2,35)
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	3 111,17	844,95		3 956,12	2 971,62	829,00		3 800,62
<i>dont OPCVM étrangers</i>	<i>1 229,25</i>	<i>137,44</i>		<i>1 366,69</i>	<i>1 303,73</i>	<i>150,54</i>		<i>1 454,27</i>
TOTAL PAR TYPE DE PORTEFEUILLE	42 400,79	9 559,15 (1) (4)	4 461,60 (2) (3) (4)	56 421,54	36 581,34	6 296,64	2 329,91	45 207,89

(1) Valeur de marché au 31/12/2002 : 9 339 millions d'euros ; les titres de placement font partie de portefeuilles où ils sont associés à des instruments de taux et les provisions sont déterminées conformément aux principes exposés au § 3.3 de la note 1.

(2) Valeur de remboursement au 31/12/2002 : 4 139 millions d'euros.

(3) 127,20 millions d'euros de titres d'investissement ont été cédés avant l'échéance ou dont l'option de rachat par émetteur a été exercée.

(4) Dont titres de transaction transférés en titres de placement : 239,49 millions d'euros et titres de placement transférés en titres d'investissement : 84,33 millions d'euros.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note 5

Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Charges constatées d'avance	13,61	36,14
Comptes d'ajustement sur devises	746,77	10,72
Produits à recevoir et comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	3 864,39	2 257,38
Autres comptes de régularisation	1 302,25	998,14
COMPTES DE RÉGULARISATION	5 927,02	3 302,38
Instruments conditionnels achetés (primes sur option)	609,83	938,34
Débiteurs divers (1)	4 886,26	1 949,28
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0,12	181,99
ACTIFS DIVERS	5 496,21	3 069,61
TOTAL	11 423,23	6 371,99

(1) Ce poste comprend notamment des appels de marge et des dépôts de garantie versés à des contreparties de marché ou des chambres de compensation.

Note 6

Participations

en millions d'euros	Valeur comptable des titres	Avances	Provisions	Total
Lillereau	1,27		(1,18)	0,09
Swapswire	0,43			0,43
C.M.I				
Divers	4,82		(1,04)	3,78
	6,52		(2,22)	4,30
TOTAL 31/12/2002	6,52		(2,22)	4,30
TOTAL 31/12/2001	12,83	0,37	(2,14)	11,06

Note 7

Immobilisations

en millions d'euros	31/12/2002			31/12/2001		
	Valeur brute	Amortissements et provisions cumulés	Valeur nette groupe	Valeur brute	Amortissements et provisions cumulés	Valeur nette
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	73,48	(39,66)	33,81	38,99	(23,13)	15,86
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	53,56	(37,40)	16,16	61,43	(37,82)	23,61
TOTAL	127,04	(77,06)	49,97	100,42	(60,95)	39,47

Note 8**Dettes envers les établissements de crédit**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Comptes ordinaires créditeurs	1 716,88	855,54
Emprunts au jour le jour	6 130,04	2 175,72
Intérêts courus	0,50	2,19
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À VUE	7 847,42	3 033,45
Emprunts à terme	46 003,25	46 739,65
Titres donnés en pension livrée (1)	26 640,13	21 970,41
Intérêts courus	297,37	241,74
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À TERME	72 940,75	68 951,80
TOTAL (2)	80 788,17	71 985,25

Dont au 31/12/2002 :

(1) Effets publics et assimilés pour 11 009 millions d'euros.

(2) Dettes sur sociétés du Groupe IXIS : 64 685 millions d'euros.

Note 9**Comptes créditeurs de la clientèle**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
À terme		
Emprunts à terme auprès de la clientèle financière	0,22	-
Titres donnés en pension livrée (1)	4 177,01	4 769,06
Intérêts courus	25,29	6,05
TOTAL	4 202,52	4 775,11

(1) Au 31/12/2002 : dont effets publics et assimilés pour 3 168 millions d'euros.

Note 10**Dettes représentées par un titre**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Titres de créance négociables émis, y compris intérêts courus	12 392,09	10 737,46
- Euro	3 217,95	1 589,12
- Devises hors Euro	9 174,14	9 148,34
Obligations, y compris intérêts courus	1 230,48	18,02
- Euro	965,33	6,69
- Devises hors Euro	265,15	11,33
TOTAL	13 622,57	10 755,48

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note 11

Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Produits constatés d'avance	2,66	61,61
Comptes d'ajustement sur devises	10,06	121,44
Charges à payer et comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	2 745,31	2 197,63
Autres comptes de régularisation	3 965,12	695,42
COMPTES DE RÉGULARISATION	6 723,15	3 076,10
Instruments conditionnels vendus	2 455,25	1 817,69
Créditeurs divers (1)	4 939,20	1 685,65
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	28,55	8,20
Dette sur titres empruntés	5 915,80	3 907,34
Autres dettes de titres (2)	10 436,51	11 433,52
PASSIFS DIVERS	23 775,31	18 852,40
TOTAL	30 498,46	21 928,50

(1) Ce poste comprend notamment des appels de marge et des dépôts de garantie reçus de contreparties de marché.

(2) Les autres dettes de titres comprennent notamment des titres pris en pension livrée et vendus.

Note 12

Provisions pour risques et charges

	31/12/2002 (en M€)	Mouvements nets (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Provisions charges de personnel	2,86	0,72	2,14
Dépréciation des agencements	-	-	-
Autres frais administratifs	-	-	-
Risques sur participations	-	-	-
Provisions pour risques sur opérations complexes	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges (1)	43,81	40,92	2,89
TOTAL	46,67	41,64	5,03

(1) Le stock des autres provisions pour risques et charges au 31/12/2002 est constitué notamment de provisions pour risque (cf. note 27b) et des reclassements liés à la consolidation du SPV CLEA2 (écart d'acquisition et provision pour dépréciation des parts).

Note 13

Dettes subordonnées

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Emprunt subordonné à durée indéterminée (1)	457,35	457,35
Titres subordonnés à durée indéterminée (2)	250,00	250,00
Intérêts courus	22,04	23,65
TOTAL	729,39	731,00

(1) L'emprunt subordonné à durée indéterminée a été réalisé par CDC IXIS Capital Markets auprès de la Caisse des dépôts et consignations en date du 01/09/1996 (CDC IXIS s'est substitué à la CDC rétroactivement le 1^{er} janvier 2000).

CDC IXIS Capital Markets a la possibilité d'en rembourser tout ou partie après accord préalable du secrétariat général de la Commission bancaire.

En cas de liquidation de CDC IXIS Capital Markets, le remboursement du prêt, en capital et en intérêts, n'interviendra qu'après désintéressement complet de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires.

(2) Date d'échéance des titres subordonnés à durée déterminée : 02/08/2010.

Ces émissions sont classées parmi les autres fonds propres de CDC IXIS Capital Markets, conformément au règlement 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Note 14**Capitaux propres**

en millions d'euros	Fonds pour risques bancaires généraux	Intérêts minoritaires dans les réserves (hors FRBG)	Intérêts minoritaires dans le résultat	Intérêts minoritaires dans les capitaux propres (hors FRBG)	Capital (1)	Primes d'émission	Réserves de consolidation (hors FRBG)	Résultat part du Groupe	Capitaux propres (hors FRBG)	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2000	13,72	0,02	0,01	0,03	457,35	10,49	53,41	111,33	632,58	646,33
Affectation de résultat 2000 Distribution 2001 au titre du résultat 2000 Autres variations Résultat 2001			(0,01)	(0,01)	0,15		111,33 (55,61) (94,15)	(111,33) 83,62		
Capitaux propres au 31/12/2001	13,72	0,02	-	0,02	457,50	10,49	14,98	83,62	566,59	580,33
Affectation de résultat 2001 Distribution 2002 au titre du résultat 2001 Autres variations Résultat 2002	(13,72)						83,62 (27,38)	(83,62) 95,90		
Capitaux propres au 31/12/2002	-	0,02	-	0,02	457,50	10,49	71,220	95,90	635,13	635,13

(1) Le capital social de CDC IXIS Capital Markets s'élève à 457 500 000 euros. Il se décompose en 30 000 000 d'actions de 15,25 euros de nominal, chacune de même catégorie, et est détenu au 31/12/2002 à 100 % par CDC IXIS.

Note 15**Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	2	0
Intérêts sur prêts	497	798
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	859	1 047
Produits sur report/déport	27	44
Autres intérêts et produits assimilés	241	62
TOTAL PRODUITS	1 626	1 951
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	(215)	(56)
Intérêts sur emprunts à terme	(1 596)	(2 327)
Intérêts sur titres donnés en pension livrée	(668)	(702)
Charges sur report/déport	(12)	(35)
Autres intérêts et charges assimilées (1)	(80)	(58)
TOTAL CHARGES	(2 571)	(3 178)

(1) Au 31/12/2002, dont intérêts sur titres subordonnés pour 35,28 millions d'euros.

Note 16**Produits et charges sur opérations avec la clientèle**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Intérêts sur prêts à terme à la clientèle	86,20	112,07
Intérêts sur pensions livrées	73,34	101,81
TOTAL PRODUITS	159,54	213,88
Intérêts sur emprunts auprès de la clientèle		
Intérêts sur pensions	(75,99)	(100,09)
TOTAL CHARGES	(75,99)	(100,09)

Note 17**Revenus des obligations et autres titres à revenu fixe**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Titres de placement	449,81	355,34
Titres d'investissement	92,27	129,23
TOTAL	542,08	484,57

Note 18**Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Charges d'intérêts sur BMTN	(252,00)	(272,11)
Autres charges d'intérêts	(71,91)	(140,37)
TOTAL	(323,91)	(412,48)

Note 19**Revenus des titres à revenu variable**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Titres de placement	16,02	16,21
Titres de participation	0,27	0,48
TOTAL	16,29	16,69

Note 20**Produits et charges de commissions**

	31/12/2002		31/12/2001	
	Produits (en M€)	Charges (en M€)	Produits (en M€)	Charges (en M€)
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-	2,03	-
Opérations avec la clientèle	-	(2,68)	-	(1,46)
Opérations sur titres	34,36	(5,09)	40,16	(7,85)
Opérations sur instruments financiers à terme	0,11	(9,50)	0,01	(7,83)
Prestations de services financiers	37,79	(23,19)	29,71	(16,59)
Opérations de change	0,19	(1,42)	0,24	(1,50)
Autres commissions	11,78	(25,08)	19,58	(25,69)
TOTAL	84,22	(66,96)	91,73	(60,91)

Note 21**Résultat sur opérations sur titres de négociation**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Résultat des titres de transaction	932,37	664,39
Résultat des opérations sur instruments de change	254,08	120,39
Résultat des opérations sur instruments financiers	31,48	678,11
TOTAL	1 217,93	1 462,89

Note 22**Résultat sur les portefeuilles de placement et assimilés**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Résultat de cession des titres de placement	969,19	719,81
Dotations / reprises aux provisions	(17,76)	2,48
TOTAL	951,44	722,29

Note 23**Autres produits et charges d'exploitation bancaire nets**

	31/12/2002		31/12/2001	
	Produits (en M€)	Charges (en M€)	Produits (en M€)	Charges (en M€)
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges	0,05	-	0,71	-
Autres produits et charges divers d'exploitation	19,89	(23,64)	24,61	(9,67)
TOTAL	19,94	(23,64)	25,32	(9,67)
TOTAL NET	(3,70)		15,65	

Note 24**Frais de personnel**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Salaires et traitements (1)	(130,03)	(114,99)
Charges de retraite et mouvements de provisions afférents	(7,56)	(5,70)
Autres charges sociales	(31,47)	(30,74)
Intéressement et participation	(7,14)	(7,20)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	(14,66)	(10,48)
Dotations/reprises de provisions pour charges de retraite	(0,10)	1,22
FRAIS DE PERSONNEL	(190,76)	(167,88)
Effectif moyen	962	812

(1) Les rémunérations perçues en 2002 par les membres du Directoire au titre des mandats et fonctions exercés au sein de CDC IXIS Capital Markets s'élèvent à 2 047 K€.

Les rémunérations perçues en 2002 par les membres du Conseil de surveillance au titre de leur mandat au sein de CDC IXIS Capital Markets s'élèvent à 29 K€.

Note 25**Coût du risque**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Dotations aux provisions pour :		
Risques sur opérations complexes	-	-
Autres provisions pour risques	-	-
Sous-total	-	-
Reprises de provisions pour :		
Risques sur opérations complexes	-	5,75
Autres provisions pour risques	0,10	-
Sous-total	0,10	5,75
TOTAL NET	0,10	5,75

Note 26**Gains et pertes sur actifs immobilisés**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles	1,50	(0,03)
Dotations/reprises aux provisions sur participations ou avances	(0,08)	(0,79)
Dotations aux provisions pour risques sur participations	-	0,35
Résultat sur cession de titres d'investissement	(1,40)	3,94
RÉSULTAT SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	0,02	3,48

Note 27a**Impôts sur les sociétés**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Impôt exigible	(47,96)	(9,82)
Impôt différé	7,59	(7,24)
TOTAL (1)	(40,37)	(17,06)

(1) Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	136,17
Charge d'impôt théorique (136,17 x 35,44 %)	(48,26)
Avoirs fiscaux et crédits d'impôts déduits de l'impôt	4,79
Autres différences	3,10
Charge d'impôt réelle	(40,37)

Note 27b**Résultat exceptionnel et FRBG**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
+/- Résultat exceptionnel (1)	(13,33)	7,93
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementés	13,72	-
TOTAL	0,39	7,93

(1) Dont 12,2M€ en 2002 concernant des dotations aux provisions pour risques et charges identifiés, notamment 5,2M€ au titre du redressement fiscal notifié en 2002 et 1,6M€ au titre du redressement reçu de l'URSSAF en 2002, tous deux contestés.

Note 28-1**Engagements sur instruments financiers à terme**

en millions d'euros	31/12/2002					31/12/2001
	Inférieur à 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total	
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION						
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux	58 441	53 944	9 562	-	121 947	408 301
Autres contrats	284	-	-	-	284	352
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Swaps de taux d'intérêt	373 943	248 781	315 898	298 578	1 237 200	800 099
FRA	5 919	26 685	1 378	-	33 982	17 922
Autres contacts	2 049	-	-	-	2 049	1 356
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux	28 420	32 399	1 200	-	62 019	43 217
Autres options	8 539	27 830	15 404	-	51 773	67 228
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Options de taux	417	-	-	-	417	935
Caps et Floors	15 672	17 075	71 445	38 531	142 723	89 135
Swaptions	5 973	13 058	18 527	8 346	45 904	29 557
Options de change	4 210	-	-	-	4 210	649
Autres options	2 053	3 560	18 805	3 315	27 733	22 301
PORTEFEUILLE DE COUVERTURE						
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux	862	2 730	-	-	3 592	12 309
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Swaps de taux d'intérêt	-	6 837	22 974	3 781	33 592	45 517
FRA	-	-	-	-	-	-
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux	750	-	-	-	750	-
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Options de taux	102	-	-	-	102	126
Caps et Floors	-	-	1 016	-	1 016	915
Swaptions	-	-	-	49	49	37
Autres options	66	4	304	-	374	877

Note 28-2**Engagements relatifs aux opérations en devises**

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Opérations de change comptant		
Euros achetés non encore reçus	2 326	2 510
Devises achetées non encore reçues	7 341	6 726
Euros vendus non encore livrés	2 310	3 659
Devises vendues non encore livrées	7 690	7 437
Opérations de prêts/emprunts		
Devises prêtées non encore livrées	21	366
Devises empruntées non encore reçues	1 675	5 181
Opérations de change à terme		
Euros à recevoir contre devises à livrer		
- euros à recevoir	57 789	51 045
- devises à livrer	55 195	52 688
Devises à recevoir contre euros à livrer		
- devises à recevoir	58 310	59 336
- euros à livrer	61 091	56 239
Devises à recevoir contre devises à livrer		
- devises à recevoir	50 725	43 492
- devises à livrer	50 841	45 491
Report/déport non couru		
- à recevoir	445	1 323
- à livrer	478	1 322

Note 29

Informations relatives aux risques de marché

Le contrôle des risques de CDC IXIS Capital Markets est assuré par un service, directement rattaché au Président du Directoire de CDC IXIS Capital Markets, qui définit en toute indépendance les principes de mesure de risques et élabore de façon autonome les outils correspondants.

La mesure des risques s'effectue quotidiennement sur la base d'indicateurs permettant de connaître pour chaque activité les pertes potentielles qu'elle peut engendrer, avec un degré de confiance très élevé (mesure de la *Value-at-Risk*).

Les risques ainsi appréhendés sont de nature différente : taux, change, actions, volatilités...

Le contrôle s'opère par la comparaison de ces indicateurs à des limites de marché dont le respect doit être observé en permanence. Il donne lieu à des reportings quotidiens et hebdomadaires à destination du Directoire de CDC IXIS Capital Markets et du Président de son Conseil de surveillance.

Le Conseil de surveillance a constitué auprès de lui un Comité des risques de marchés présidé par Madame I. Bouillot. Ce comité est chargé de proposer les règles en matière de suivi et de contrôle des risques de marchés, de leur adéquation avec les règles établies au niveau du Groupe, d'étudier le respect de ces règles et d'une manière générale de donner au Conseil son avis sur toutes questions relatives aux risques de marché.

Une information systématique est par ailleurs réalisée auprès du Comité des comptes et du contrôle interne ainsi que du Conseil de surveillance. Ces instances se réunissent quatre fois par an.

Soumise à la réglementation bancaire, CDC IXIS Capital Markets déclare à la Commission Bancaire son ratio global de couverture des risques et a été autorisée en juin 1997 à utiliser son propre modèle interne, Scénarisk, pour déterminer la composante provenant des risques de marché.

Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

La mesure du risque de contrepartie revient à évaluer la perte probable que CDC IXIS Capital Markets subirait en cas de défaillance de ses contreparties.

Les opérations de hors bilan réalisées sur des marchés organisés sont bien évidemment exclues de la mesure du risque de contrepartie.

Le risque de contrepartie sur les instruments financiers à terme de taux et de change, fermes et conditionnels, est évalué conformément aux règles de calcul de l'équivalent risque de crédit utilisées pour la situation réglementaire modèle 4801C (informations sur les instruments dérivés négociés sur les marchés assimilés et de gré à gré, prévues par l'instruction n° 96-06 de la Commission bancaire).

En application de ces règles, le montant du risque de contrepartie est déterminé en ajoutant les éléments suivants :

- la valeur de remplacement positive des instruments déterminée sur la base de leur valeur de marché ;
- la mesure du risque de crédit potentiel sur la base d'une fraction des notionnels des instruments (« add-on ») définie par l'instruction de la Commission bancaire en fonction de leur nature et de leur durée résiduelle.

Cet équivalent risque de crédit brut est ensuite atténué de l'effet :

- des accords de compensation conclus en application des conventions de place et permettant de globaliser les valeurs de remplacement positives et négatives de niveau contrepartie ;
- des garanties reçues sous forme d'espèces dans le cadre de la « collatéralisation ».

Enfin, l'équivalent risque de crédit net est pondéré en fonction de la catégorie de la typologie réglementaire des contreparties (gouvernements, établissements de crédit et autres) au moyen des coefficients (respectivement 0 %, 20 % et 50 %) fixés par le règlement n° 91-05 du Comité de la Réglementation Bancaire et l'annexe III à l'instruction n° 96-06 relatifs au ratio de solvabilité.

Note 29 (suite)**Équivalent risque de crédit**

en millions d'euros	Contreparties pondérées à 0 % (gouvernements et banques centrales OCDE)	Contreparties pondérées à 20 % (établissements financiers de l'OCDE)	Autres contreparties pondérées à 50 %	Total 31/12/2002	Total 31/12/2001
Équivalent risque de crédit brut					
Coût de remplacement brut positif (valeur de marché)	2 256	24 441	3 009	29 706	13 488
Add-on bruts	454	9 469	2 474	12 397	8 634
Sous-total (1)	2 710	33 910	5 483	42 103	21 122
Effets des accords de compensation					
Sur le coût de remplacement	(1 245)	(17 137)	(742)	(19 124)	(9 505)
Sur les add-on bruts	(159)	(5 233)	(844)	(6 236)	(4 524)
Sous-total (2)	(1 404)	(22 370)	(1 586)	(25 360)	(14 029)
Effet des accords de « collatéralisation » (3)		(2 447)	(74)	(2 521)	(235)
Équivalent risque de crédit net avant pondération (4) = (1) + (2) + (3)	1 306	9 093	3 823	14 222	7 858
Équivalent risque de crédit après pondération (4) x pondération		1 819	1 912	3 730	2 039

Au 31/12/2002, l'équivalent risques pondérés sur les instruments financiers à terme s'élève à 3 730 millions d'euros. L'encours risque avant pondération se répartit de la façon suivante :

Types de contrepartie

Gouvernement et banques centrales OCDE	9,18 %
Établissements de crédit OCDE	63,93 %
Autres contreparties	26,89 %

Répartition géographique de la contrepartie

USA et Canada	16,20 %
France	34,94 %
Autres pays de la zone euro	28,49 %
Autres pays	20,37 %

Notation (S&P)

AAA	16,05 %
AA	29,09 %
A	13,44 %
Autres notes	3,00 %
Non notés	38,42 %

Les engagements de CDC IXIS Capital Markets ne comportent pas de risque de crédit avéré sur des contreparties identifiées. Aucune provision spécifique n'a été dotée à ce titre. Les opérations de dérivé de crédit réalisées ne portent pas sur des contreparties qui ont fait défaut et qui nécessiteraient une provision spécifique.

Note 30**Éléments du bilan consolidé ventilés par durée restant à courir**

en millions d'euros	31/12/2002				Total
	Inférieur à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	
ACTIF					
Créances sur les établissements de crédit	44 201	5 228	2 647	3 486	55 562
Créances sur la clientèle	6 911	31	35	88	7 065
Titres de transaction	12 846	9 137	9 420	7 887	39 290
Effets publics et valeurs assimilées	870	2 684	2 023	2 508	8 085
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 976	6 453	7 397	5 379	31 205
Titres de placement	6	456	2 900	5 352	8 714
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	3	3
Obligations et autres titres à revenu fixe	6	456	2 900	5 349	8 711
Titres d'investissement	937	36	774	2 685	4 432
Effets publics et valeurs assimilées	33	-	109	3	145
Obligations et autres titres à revenu fixe	904	36	665	2 682	4 287
PASSIF					
Dettes envers les établissements de crédit	72 222	3 908	1 492	3 166	80 788
Dettes envers la clientèle	2 503	321	483	896	4 203
Dettes représentées par un titre	4 245	494	2 310	6 574	13 623
Obligations	275	36	399	521	1 231
Autres titres à revenu fixe	3 970	458	1 911	6 053	12 392

Note 31**Ventilation par branche d'activité des agrégats du compte de résultat consolidé**

La ventilation réalisée vise à traduire, de la manière la plus pertinente possible, l'évolution de la performance des principales branches d'activité d'une banque de marché.

Ces branches distinguent :

- l'activité de Taux qui regroupe les métiers classiques de taux et de change ;
- l'activité sur Actions qui englobe l'ensemble des métiers d'actions ainsi que la société de Bourse.

Cette présentation analytique des principaux agrégats du compte de résultat consolidé repose sur les principales hypothèses suivantes :

- le produit net bancaire correspondant à la contribution directe de chaque métier, y compris le produit du placement de la quote-part des fonds propres qui lui est allouée ;
- les frais généraux regroupent les charges directes de chaque branche d'activité ainsi que les refacturations analytiques des fonctions « support » ;
- la charge d'impôt affectée à chaque branche d'activité est déterminée par l'application du taux normatif utilisé selon le principe de territorialité de l'impôt ; les différences entre l'impôt normatif et l'impôt réel, y compris le résultat des impôts différés, sont ventilées par branche d'activité.

Ventilation par branche d'activité

	31/12/2002 (en M€)			31/12/2001 (en M€)		
	Activité Taux	Activité Actions	Total Groupe	Activité Taux	Activité Actions	Total Groupe
Produit net bancaire	342	158	500	259	157	416
Frais généraux et dotations aux amortissements	(242)	(122)	(364)	(218)	(115)	(333)
Résultat brut d'exploitation	100	36	136	41	42	83
Charges et produits hors exploitation	(3)	(10)	(13)	14	4	18
Impôt normatif	(29)	(12)	(41)	(17)	-	(17)
Résultat net hors dotation du FRBG	68	14	82	38	46	84
Dotations du FRBG			14			
Résultat net consolidé			96			84

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

La ventilation géographique distingue le résultat des activités réalisées en France de celui engendré par les trois succursales à l'étranger.

Ventilation géographique

	31/12/2002 (en M€)			31/12/2001 (en M€)		
	Activité France	Activité International	Total Groupe	Activité France	Activité International	Total Groupe
Produit net bancaire	420	80	500	345	71	416
Frais généraux et dotations aux amortissements	(296)	(68)	(364)	(276)	(57)	(333)
Résultat brut d'exploitation	124	12	136	69	14	83
Charges et produits hors exploitation	(13)		(13)	18		18
Impôt normatif	(38)	(3)	(41)	(10)	(7)	(17)
Résultat net hors dotation du FRBG	73	9	82	77	7	84
Dotation du FRBG			14			
Résultat net consolidé			96			84

Note 32

Résultats des principales opérations avec la maison mère

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)
Comptes courants	(24,30)	(54,38)
Garantie	2,03	0,70
Autres commissions	-	-
Réserves obligatoires	-	-
Titres subordonnés à durée indéterminée	(19,67)	(25,01)
Frais généraux	(29,69)	(35,00)

Les opérations dont le résultat est retracé ci-dessus correspondent aux principales relations avec la maison mère.

Les opérations sur produits dérivés conclues avec la maison mère résultent pour l'essentiel de la miroirisation réalisée lors de la création de CDC IXIS Capital Markets et pour lesquelles la CDC joue un rôle d'interface avec la clientèle d'origine.

Dans la mesure où les mêmes relations s'établissent progressivement avec CDC IXIS, ces rubriques reprennent également le résultat des opérations avec cette société du Groupe à partir de l'exercice 2000 (filialisation des métiers concurrentiels).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2002

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CDC IXIS Capital Markets établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier

les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

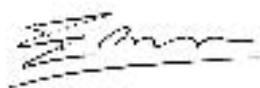
Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 27 mars 2003

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Étienne Boris



MAZARS & GUÉRARD

Guillaume Potel



COMPTES SOCIAUX (EXTRAITS)

Les éléments financiers inclus dans le présent chapitre constituent les extraits les plus significatifs des comptes sociaux 2002 de CDC IXIS Capital Markets. Les comptes sociaux complets de l'exercice 2002, qui ont été certifiés sans réserve par les Commissaires aux comptes de la société, peuvent être obtenus sur simple demande au siège de la société.

BILAN SOCIAL

Actif

	NOTES	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES				
Caisse, banques centrales, CCP		10		2
Effets publics et valeurs assimilées		8 262	7 087	6 436
Créances sur les établissements de crédit		55 543	53 811	41 724
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE				
Autres concours à la clientèle		7 108	5 294	3 383
OBLIGATIONS, ACTIONS, AUTRES TITRES À REVENU FIXE ET VARIABLE				
Obligations et autres titres à revenu fixe		44 222	34 321	36 452
Actions et autres titres à revenu variable		3 956	3 799	3 267
PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME				
Participations et activités de portefeuille	2	31	49	45
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		40	29	22
COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		11 295	6 257	5 802
TOTAL DE L'ACTIF		130 467	110 647	97 133

Passif

	NOTES	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES				
Banques centrales, CCP				
Dettes envers les établissements de crédit		82 182	71 938	66 375
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE				
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle				
Autres dettes envers la clientèle		4 202	4 772	2 894
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE				
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		11 041	10 737	8 016
Emprunts obligataires		1 230	18	32
Autres dettes représentées par un titre				
COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		30 438	21 869	18 442
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		18	4	24
DETTES SUBORDONNÉES		729	731	726
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		0	14	14
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3	626	563	610
Capital souscrit		458	458	457
Primes d'émission		10	11	11
Réserves		48	43	23
Écart de réévaluation				
Provisions réglementées et subventions d'investissement				
Report à nouveau (+/-)		20	43	23
Acomptes sur dividendes			(94)	
Résultat de l'exercice (+/-)		91	103	96
TOTAL DU PASSIF		130 467	110 647	97 133

COMPTE DE RÉSULTAT SOCIAL

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit <i>Dont régularisation des intérêts sur compte courant</i>	1 624 13	1 951	1 880
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	160	214	156
+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	542	485	484
+ Autres intérêts et produits assimilés	1 488	1 524	1 094
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES			
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	(2 514)	(3 176)	(3 266)
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	(76)	(100)	(44)
- Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	(378)	(412)	(235)
- Autres intérêts et charges assimilées	(2 544)	(2 315)	(806)
REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE	19	31	9
COMMISSIONS (PRODUITS)	51	49	69
COMMISSIONS (CHARGES)	(53)	(46)	(51)
GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	1 206	1 451	1 158
GAINS OU PERTES SUR LES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	950	722	(16)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE NETS	(4)	15	7
+ Autres Produits	19	24	19
- Autres charges	(24)	(10)	(12)
PRODUIT NET BANCAIRE	472	392	438
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(317)	(288)	(254)
- Frais de personnel	(168)	(145)	(131)
- Autres frais administratifs	(163)	(149)	(126)
- Refacturations	13	6	3
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	(11)	(10)	(10)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	143	94	174
COÛT DU RISQUE	0	6	(5)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	143	100	169
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	(4)	3	0
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	139	103	169
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(14)	8	0
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	(48)	(9)	(68)
DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	14	0	(5)
RÉSULTAT NET	91	103	96

HORS BILAN SOCIAL

	31/12/2002 (en M€)	31/12/2001 (en M€)	31/12/2000 (en M€)
ENGAGEMENTS DONNÉS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
Engagements en faveur d'établissements de crédit	6 206	15	140
Engagements en faveur de la clientèle	-	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	11 616	11 204	10 869
Engagements d'ordre de la clientèle	-	-	-
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	-	-	-
Autres engagements donnés	745	833	984
ENGAGEMENTS REÇUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
Engagements reçus d'établissements de crédit	13 035	9 000	9 053
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 982	1 982	457
ENGAGEMENTS SUR TITRES			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-	-
Autres engagements reçus	1 782	1 830	1 896
AUTRES ENGAGEMENTS			
Autres engagements donnés	555	893	904
Autres engagements reçus	2 773	2 184	3 126

Note 1 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes sociaux

1 - Introduction

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB) modifié par le règlement 99-04 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les états financiers sont établis en conformité avec les dispositions prévues dans le règlement 2000-03 du CRC.

2 - Règles d'évaluation

2.1 Opérations en devises

Conformément au règlement 89-01 du CRB relatif à la comptabilisation des opérations en devises, les actifs, passifs et engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change comptant du dernier jour de la période.

Les opérations de change à terme qui ne sont pas conclues à titre de couverture sont évaluées au cours du terme restant à courir.

Par ailleurs les reports et déports liés aux opérations de change à terme conclues à titre de couverture, sont rapportés au compte de résultat de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Les résultats sur opérations en devises sont enregistrés sur la base du cours de change en vigueur à la date de leur constatation.

2.2 Créances et dettes sur les établissements de crédit

Les créances et dettes intègrent les comptes ordinaires, les prêts et emprunts et les titres reçus et donnés en pension livrée.

Prêts et emprunts

Ils sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts correspondants sont portés en compte de résultat prorata temporis.

Titres reçus ou donnés en pension livrée

Les titres reçus en pension livrée sont portés à l'actif en créances sur les établissements de crédit ou en

créances sur la clientèle conformément au règlement 89-07 du Comité de la Réglementation Bancaire. De façon symétrique, les titres donnés en pension livrée donnent lieu à la constatation d'une dette.

À la clôture de l'exercice, les titres donnés en pension livrée sont évalués conformément aux règles applicables à la catégorie de portefeuille titres dont ils sont issus.

Les produits et charges sur pensions sont enregistrés *prorata temporis* dans le compte de résultat de l'exercice.

2.3 Opérations sur titres

Les titres sont évalués selon les règles définies par le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation bancaire modifié par le règlement 2000-02 du CRC.

Titres de transaction

Les titres de transaction, au sens du règlement 90-01 regroupent l'ensemble des titres à revenu variable ou à revenu fixe qui sont acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance. Lors de leur entrée en portefeuille, les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

Les titres sont évalués au prix du marché. Le solde global des différences d'évaluation est porté au compte de résultat.

Lorsque CDC IXIS Capital Markets est en situation de mainteneur de marché et que le titre fait l'objet d'une rotation suffisante, ces titres peuvent être maintenus en portefeuille de transaction au-delà du délai de six mois conformément aux cas de dérogation prévus par la réglementation. Il en est de même lorsque ces titres s'inscrivent dans le cadre d'une gestion spécialisée en couverture d'instruments évalués en valeur de marché.

Titres de placement

Le portefeuille de titres de placement regroupe les titres à revenu fixe ou variable acquis dans une perspective de détention durable en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Sont également considérés comme titres de placement les titres de transaction reclassés au terme d'une durée de détention supérieure à six mois. Dans ce cas, le reclassement est fait au prix du marché du jour du transfert.

Valeurs mobilières à revenu fixe

Elles sont comptabilisées au coût d'achat pied de coupon. La différence entre le coût d'achat et la valeur de remboursement des titres est amortie selon un mode linéaire sur la durée de vie résiduelle des titres. En date d'arrêté, les titres sont valorisés au cours du dernier jour de bourse. Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque la valeur de marché d'un ensemble homogène de titres est inférieure au coût d'acquisition corrigé de l'étalement des surcotes et des décotes.

Valeurs mobilières à revenu variable

Elles sont comptabilisées au coût d'achat pied de coupon. En date d'arrêté, les titres sont valorisés au cours du dernier jour de bourse. Les moins-values latentes sont constatées sous forme de provisions pour dépréciation, valeur par valeur.

Titres de créances négociables

et autres valeurs du marché interbancaire

Ces titres et autres valeurs sont comptabilisés à leur valeur nominale. La différence entre la valeur nominale et le prix d'achat est rapportée au résultat selon un mode actuariel sur la durée de vie résiduelle du titre. Les moins-values latentes sont constatées sous forme de provisions pour dépréciation, valeur par valeur.

Titres d'investissement

Le portefeuille d'investissement regroupe les obligations et autres titres à revenu fixe qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance. Le mode d'amortissement de la surcote-décote varie selon qu'il s'agit de valeurs mobilières ou non.

Valeurs mobilières

Les titres sont comptabilisés au coût d'achat pied de coupon. En date d'arrêté, la différence entre ce coût d'achat et la valeur de remboursement des titres est amortie selon un mode linéaire sur la durée de vie résiduelle des titres.

Titres de créances négociables

et autres valeurs du marché interbancaire

Ces titres et autres valeurs sont comptabilisés à leur montant nominal et la différence entre le prix d'achat et la valeur nominale est amortie selon un mode actuariel sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lors de l'arrêté comptable, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation, sauf s'il existe un risque de défaillance de l'émetteur des titres.

Prêts et emprunts de titres

Les titres prêtés restent évalués selon les règles du portefeuille d'origine.

Les titres empruntés sont enregistrés, pour leur valeur de marché au jour de l'emprunt, à l'actif du bilan dans la catégorie des titres de transaction et au passif du bilan pour constater la dette de titres à l'égard du prêteur. En date d'arrêté, les titres empruntés et la dette sont évalués au prix de marché.

Les prêts et emprunts de titres garantis par des espèces sont assimilés comptablement à des pensions livrées.

La rémunération relative à un prêt ou un emprunt de titres est enregistrée *pro rata temporis* en résultat.

2.4 Instruments financiers à terme et conditionnels

CDC IXIS Capital Markets intervient sur l'ensemble des marchés d'instruments financiers à terme de taux, de change et sur actions ; ces interventions sont réalisées :

- dans le cadre de couvertures affectées ;
- ou dans le cadre d'une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les instruments financiers à terme et conditionnels sont comptabilisés pour leur valeur nominale en hors bilan.

La comptabilisation des résultats sur ces instruments est fonction de l'intention de gestion quant à leur utilisation.

Contrats d'échange de taux et de devises

En application du règlement n° 90-15 (modifié par le n° 92-04) du Comité de la Réglementation Bancaire, les contrats d'échange de taux ou de devises et assimilés sont classés selon les catégories suivantes :

- opérations de micro-couverture : le résultat est enregistré de manière symétrique à la constatation du résultat sur l'élément couvert ;

- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction : ces contrats sont évalués à leur valeur de marché. Conformément à la réglementation, cette valeur est corrigée afin de tenir compte des risques de contrepartie évalués selon un modèle interne ainsi que de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Le solde global des différences d'évaluation est porté au compte de résultat.

Autres opérations

Les autres opérations correspondent principalement aux futures et aux options qui relèvent du règlement CRB 88-02.

Les contrats qui n'entrent pas dans le cadre d'une opération de couverture sont évalués à leur valeur de marché. Les gains ou les pertes résultant de l'évaluation des opérations non dénouées à la clôture sont enregistrés en résultat.

Les résultats réalisés sur des opérations de couverture sont rapportés au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert.

Afin de mieux traduire la réalité économique de l'activité, les instruments peu liquides sont également valorisés à un prix de marché théorique (cf. paragraphe 2.5).

2.5 Valeur de marché

Lorsque les prix de marché des instruments ou les paramètres de valorisation ne font pas l'objet de cotations officielles, des méthodes de valorisation alternatives sont utilisées.

Celles-ci font intervenir un ou plusieurs des éléments suivants : confirmation de prix par des courtiers ou contreparties externes, comparaison avec des transactions réelles et étude par catégories d'émetteurs ou d'instruments.

Dans les cas où la valorisation d'instruments est faite à partir de modèles, ceux-ci intègrent les paramètres qui affectent l'évaluation de ces instruments, notamment la moindre liquidité des marchés concernés, et prennent en compte l'estimation des risques y afférents.

2.6 Titres émis

Les intérêts courus à verser sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des titres concernés.

2.7 Opérations complexes

Les opérations complexes correspondent à des combinaisons synthétiques d'instruments (de type, nature et de modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisés en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite.

Chaque composante de la transaction est comptabilisée suivant la nature juridique des produits sous-jacents.

Le résultat est appréhendé globalement de manière à refléter la nature économique des opérations. La prise en compte de ce résultat dépend de l'intention de gestion :

- les opérations réalisées dans une logique d'adossage voient leur résultat étalé de manière linéaire. En cas de valeur globale de marché négative de l'opération complexe, une provision est constituée ;
- les opérations réalisées dans le cadre d'une gestion de portefeuille de transaction ou dont le résultat est assimilable à une commission de montage voient leur résultat comptabilisé à l'origine. Une décote est appliquée pour tenir compte des frais futurs de gestion et des risques de contrepartie éventuels.

2.8 Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des instruments destinés à transférer d'une contrepartie à une autre le risque de crédit existant sur des actifs, généralement en échange du paiement d'une prime réglée à l'origine ou de manière échelonnée. En cas d'événements prédéfinis dans le contrat de dérivé de crédit (« *credit events* »), le vendeur de la protection est appelé à payer le coût de la défaillance tel que défini dans le contrat.

Il existe trois catégories de dérivés de crédit ; les *Credit Default Swaps*, les *Total Rate of Return Swaps* et les *Credit Linked Notes* qui sont respectivement assimilables à des options, à des *swaps* et à des titres.

En l'absence de texte comptable spécifique, les dérivés de crédit ont été traités comptablement par analogie avec les opérations auxquelles ils s'apparentent en termes de caractéristiques et de risques (options, *swaps* et titres) et en fonction de l'intention de gestion :

- les opérations réalisées dans une intention de couverture sont évaluées de manière symétrique à l'élément couvert ;
- le résultat des opérations en position ouverte isolée réalisées dans le cadre d'une détention durable est évalué *prorata temporis* avec provision pour pertes latentes éventuelles. Dans le cas des opérations assimilables à des options, les éventuelles provisions pour moins-values latentes sont déterminées par rapport au montant non étalé de la prime ;
- les opérations réalisées dans une intention de *trading* sont évaluées en valeur de marché avec correctif pour frais futurs de gestion et risque de contrepartie, lorsque la liquidité du marché du dérivé est assurée. Dans le cas contraire, l'évaluation est réalisée par application des règles applicables aux opérations auxquelles les dérivés de crédit s'apparentent :
 - comptabilisation en coût historique,
 - le cas échéant, provision pour dépréciation.

2.9 Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés *prorata temporis*.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

2.10 Titres de participations et filiales

Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix de revient. À la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. Des provisions pour dépréciation sont constituées en cas de perte de valeur durable.

2.11 Succursales à l'étranger

Les comptes des succursales sont intégrés dans les comptes du siège en devise locale. Les résultats sont convertis au cours de change comptant de fin de mois.

2.12 Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les études informatiques relatives à des projets nettement identifiés et dont la faisabilité technique est certaine sont portées en immobilisations incorporelles.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire ou dégressive.

2.13 Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées par des emprunts à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.14 Engagements en matières de retraites

Les indemnités de départ à la retraite font l'objet d'une estimation actuarielle reprise dans les notes annexes et donnant lieu à la constitution d'une provision.

2.15 Impôts sur les sociétés

Ce poste comprend l'impôt courant de l'exercice sous déduction des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt pouvant être utilisés en règlement de l'impôt.

Un contrôle fiscal est en cours. La notification de redressement reçue en 2002 au titre du premier exercice contrôlé a fait l'objet d'une provision pour risques et charges. En outre, les motifs de redressement ont donné lieu à un chiffrage pour les exercices suivants qui a également été provisionné.

À l'exception de la partie non contestée relative à l'exercice notifié qui est incluse dans la charge d'impôt, la dotation aux provisions pour risques et charges figure en résultat exceptionnel.

Note 2**Participations**

en millions d'euros	Valeur comptable des titres	Avances	Provisions	Total	Capitaux propres dernier exercice	Résultat dernier exercice	Quote-part de capital en %
Sociétés dans lesquelles CDC IXIS Capital Markets détient un investissement net supérieur à 15,24 M€ (100 MF)							
CDC IXIS Securities SIREN : 682 039 888 56 rue de Lille, 75007 Paris	19,41			19,41	24,00	4,60	100,00
Sous-total	19,41			19,41			
Autres sociétés							
Lillereau SIREN : 350 489 019 56 rue de Lille, 75007 Paris	1,27	-	(1,18)	0,09	NS	NS	51,00
Swapswire numéro d'identification : 4027741 35 Basinghall street, London EC2V 5DB	0,43	-	-	0,43	NS	NS	NS
CMI SIREN : 408 635 233 56 rue de Lille, 75007 Paris	-	9,80	-	9,80	NS	NS	48,00
Divers	1,29	-	(0,14)	1,15	NS	NS	NS
Sous-total	2,99	9,80	(1,32)	11,47			
TOTAL AU 31/12/2002	22,40	9,80	(1,32)	30,88			
TOTAL AU 31/12/2001	26,31	25,13	(2,11)	49,33			

Note 3**Capitaux propres**

en millions d'euros	Fonds pour risques bancaires généraux	Capital (1)	Primes d'émission	Report à nouveau	Réserve légale	Autres réserves	Acomptes sur dividendes	Résultat	Capitaux propres (hors FRBG)	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2000	13,72	457,35	10,49	22,63	7,66	15,45		96,43	610,01	623,73
Affectation du résultat 2000 Distribution 2001 au titre du résultat 2000 Autres variations Résultat 2001		0,15		20,59	4,82	70,85 (55,60)	(94,00)	(96,43) 102,62		
Capitaux propres au 31/12/2001	13,72	457,50	10,49	43,22	12,48	30,70	(94,00)	102,62	563,01	576,73
Extourne du résultat 2001 Distribution 2002 au titre du résultat 2001 Autres variations Résultat 2002	(13,72)			3,49 (27,20)	5,13		94,00	(102,62) 90,61		
Capitaux propres au 31/12/2002		457,50	10,49	19,51	17,61	30,70		90,61	626,42	626,42

(1) Le capital social de CDC IXIS Capital Markets s'élève à 457 500 000 euros. Il se décompose en 30 000 000 d'actions de 15,25 euros de nominal, chacune de même catégorie, et est détenu au 31/12/2002 à 100 % par CDC IXIS.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Nature des indications (en unité €)	EXERCICE 1998	EXERCICE 1999	EXERCICE 2000	EXERCICE 2001	EXERCICE 2002
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	457 347 052	457 347 052	457 347 052	457 500 000	457 500 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires HT ou PNB	260 868 362	370 117 025	437 923 678	391 609 393	471 909 637
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	103 847 390	165 641 746	188 507 300	105 484 611	181 929 851
Impôts sur les bénéfices	37 611 402	52 722 343	68 362 394	8 505 933	48 179 877
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	48 571 725	79 618 113	96 430 121	102 621 443	90 614 206
Résultat distribué	66 040 914	37 776 866	55 613 401	121 200 000	
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	2,21	3,76	3,77	3,14	4,41
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,62	2,65	3,21	3,42	3,02
Dividende attribué à chaque action	2,20	1,26	1,85	4,04	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	396	482	648	675	817
Montant de la masse salariale de l'exercice	42 962 864	63 928 004	82 676 634	99 102 638	114 389 908
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales...)	19 388 995	23 359 331	28 871 205	30 385 471	32 854 968

1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur

1.1. Dénomination et siège

Dénomination sociale :

CDC IXIS Capital Markets

Siège social : 51, rue de Lille – 75007 PARIS

1.2. Forme juridique

Société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de surveillance régie par les articles L210-1 et suivants du Code de commerce. La société a le statut d'établissement de crédit agréé en tant que société financière, régi par le livre V du Code monétaire et financier.

1.3. Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, soit jusqu'au 31 mars 2086, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

1.4. Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet de réaliser, tant pour son compte propre que pour une clientèle nationale et internationale :

- la réception de fonds liée à son activité de prestataire de services d'investissement ;
- l'émission de garanties sous forme de cautionnement, d'aval ou d'engagement autonome y compris les garanties émises au profit d'OPCVM ou FCC ou leurs porteurs de parts ou actions, dans le cadre d'opérations de prestations de services d'investissement ou de prestations d'ingénierie financière, ainsi que l'émission de garanties dans le cadre du placement, de l'émission ou d'opérations sur instruments financiers ;
- toutes opérations sur le marché interbancaire et toutes opérations de change ;
- l'octroi de prêts ou l'acquisition ou cession de créances dans le cadre de ses activités d'intermédiation, notamment à l'occasion d'opérations sur dérivés de crédit, d'opérations de titrisation et d'opérations de marchés sur créances, y compris envers la clientèle, et la réalisation de toutes opérations nécessaires à l'activité de compensateur sur marché à terme ;
- toutes prestations principales ou connexes de service d'investissement sur les marchés

réglementés ou de gré à gré portant sur des instruments financiers français ou étrangers et notamment :

- la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers,
- l'exécution d'ordre pour compte de tiers,
- la négociation pour compte propre,
- la gestion de portefeuille pour compte de tiers et le conseil en gestion d'instruments financiers,
- la prise ferme et le placement à l'émission ou dans le cadre d'opérations financières, la garantie de placement et tous services liés au placement et à la prise ferme ;
- la conservation ou l'administration d'instruments financiers ;
- l'émission de valeurs mobilières, de titres de créances négociables et de tous autres instruments financiers ;
- la fourniture de conseil aux entreprises en matière de structure de capital, de stratégie industrielle et de questions connexes ainsi que de services concernant les fusions et le rachat d'entreprises ;
- la réalisation, le développement, la diffusion et la commercialisation de toutes études techniques, recherches, analyses et systèmes d'information dans le domaine financier et économique quel qu'en soit le support ;
- la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères, existantes ou à créer dont l'activité présente un lien direct ou indirect avec l'objet de la société ;
- et plus généralement, toutes opérations de nature commerciale, financière ou administrative pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de nature à favoriser l'extension ou le développement de la société.

1.5. Immatriculation au registre du commerce et des sociétés

RCS : Paris 340 706 407

Code APE : 671 E

1.6. Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

1.7. Répartition statutaire des bénéfices

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués, le cas échéant, des pertes anté-

rieures il est tout d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée générale décide d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits.

1.8. Assemblées générales

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées sur simple justification de son identité, à condition toutefois que ses actions soient libérées des versements exigibles et aient été inscrites en compte à son nom, cinq jours au moins avant l'assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le président du Conseil de surveillance ou par un membre du Conseil spécialement délégué à cet effet par celui-ci.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les extraits ou copies des délibérations sont valablement certifiés et délivrés par le président ou le secrétaire de l'assemblée.

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

2. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucun litige qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de CDC IXIS Capital Markets ou de son Groupe.

3. Schémas d'intéressement du personnel

Intéressement

Au cours des cinq derniers exercices, 2 accords d'intéressement ont été conclus au sein de CDC IXIS Capital Markets :

- accord du 25 juin 1999, portant sur les exercices 1999, 2000 et 2001 ;
- accord du 14 juin 2002 portant sur les exercices 2002, 2003 et 2004.

En vertu de ces accords, la détermination du montant de l'intéressement repose sur deux critères : le résultat net de l'entreprise et le taux de participation des salariés aux actions de formation professionnelle.

Montant de l'intéressement versé au titre des cinq derniers exercices (versement l'année suivante) :

- 1998 : 0,64 million d'euros
- 1999 : 2,33 millions d'euros
- 2000 : 2,70 millions d'euros
- 2001 : 3,3 millions d'euros
- 2002 : (provision) 5,5 millions d'euros

Participation

Un accord de participation volontaire à durée déterminée a été conclu le 20 décembre 2001 par CDC IXIS Capital Markets au titre de l'exercice 2000. Cet accord prévoit l'application de la formule de droit commun pour le calcul de la réserve spéciale de participation. Le montant versé par la société en 2001 au titre de l'exercice 2000 s'élève à 6,09 millions d'euros. Par avenant à cet accord, CDC IXIS Capital Markets a distribué en 2002 le reliquat de cette participation d'un montant de 1,052 million d'euros.

Par ailleurs, un accord de participation Groupe a été signé le 30 octobre 2002, au titre duquel un montant de 1,34 million d'euros a été versé aux salariés de CDC IXIS Capital Markets au titre de l'exercice 2001.

4. Responsables du document de référence et du contrôle des comptes

4.1. Personne qui assume la responsabilité du document de référence

Anthony ORSATELLI,
Président du Directoire.

4.2. Attestation de la personne qui assume la responsabilité du document de référence

À ma connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Anthony Orsatelli



4.3. Avis des Commissaires aux comptes sur le document de référence

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de CDC IXIS Capital Markets et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Directoire de CDC IXIS Capital Markets. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Ce document de référence ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 2002 et 2001, arrêtés par le Directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve.

Les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2000, arrêtés par le Directoire, ont fait l'objet d'un audit par nos soins selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve avec les observations suivantes :

- d'une part l'observation qui figure dans notre rapport sur les comptes consolidés relative à la note 1, qui expose les changements de méthode résultant de l'application des nouvelles règles de présentation des documents de synthèse consolidés définies par le règlement CRC n° 2000-04 du 4 juillet 2000 ;
- d'autre part l'observation qui figure dans notre rapport général relative à la note 1, qui expose les changements de méthode résultant de l'application des nouvelles règles de présentation des documents de synthèse individuels définies par le règlement CRC n° 2000-03 du 4 juillet 2000.

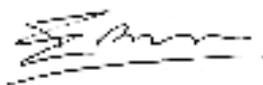
Sur la base de ces diligences, et compte tenu des observations rappelées ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans ce document de référence.

Fait à Paris, le 22 avril 2003

Les Commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Étienne Boris



MAZARS & GUÉRARD

Guillaume Potel



4.4. Politique d'information

Responsable de l'information : Alain Prévot

Tél. : 01 40 49 26 01

TABLEAU DE CONCORDANCE COB

Sections Rubriques

Sections	Rubriques		
1.1.	Nom et fonctions des responsables du document	p 86	
1.2.	Attestation des responsables	p 86	
1.3.	Nom et adresse des contrôleurs légaux	p 11	
1.4.	Politique d'information	p 87	
3.1.	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	p 84 et 85	
3.2.	Renseignements de caractère général concernant le capital	p 38	
3.3.	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	p 38	
3.4.	Marché des titres de l'émetteur		N.A.
3.5.	Dividendes	p 45, 82 et 85	
4.1.	Présentation de la société et du groupe	p 1 et 2	
4.2.	Situation de dépendance		N.A.
4.3.	Effectifs	p 34, 64 et 83	
4.4.	Politique d'investissement	p 34 et 81	
4.5.	Information sur les sociétés filiales	p 21, 58 et 81	
4.6.	Historique de l'activité (non représentatif)		N.A.
4.7.	Risques de l'émetteur	p 26 à 31	
5.1.	Comptes de l'émetteur	p 47 à 83	
5.2.	Participations non consolidées significatives		N.A.
5.3.	Autres participations non consolidées	p 58 et 81	
5.4.	Périmètre et méthodes de consolidation	p 51	
5.5.	Historique des comptes (non représentatif)		N.A.
6.1.	Composition des organes de direction et de surveillance	p 8, 38 à 44	
6.2.	Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, conventions réglementées	p 9 et 38	
6.3.	Mention des schémas d'intéressement du personnel	p 85 et 86	
7.1.	Evolution récente	p 4	
7.2.	Perspectives d'avenir	p 37	